

Stimuler l'agriculture en Afrique par des partenariats, des investissements et la technologie

Hotel King Fahd Palace | Dakar, Sénégal

Rapport de conférence

25-28 novembre 2012





RAPPORT DE CONFÉRENCE

AgriBusiness Forum 2012:

**Stimuler l'agriculture en Afrique par
des partenariats, des investissements
et la technologie**

Tous les droits sont réservés. La reproduction du matériel contenu dans ce document pour la vente ou toute autre activité commerciale est interdite sans la permission des détenteurs des droits d'auteurs.

Les demandes à ce sujet doivent être adressées à :

EMRC International

Avenue Louise, 287

1050 Bruxelles – Belgique

Tél.: +32 (0)2 626 15 15

Fax: +32 (0)2 626 15 16

E-mail: info@emrc.be

© EMRC 2013

Rapport écrit par Pierre Coetzer

Graphic Design : www.curlie.be

 **CONTENU**

PRÉFACE	9
BUTS ET MISSION D'EMRC	9
OBJECTIFS ET MISSION DU PNUD	10
OBJECTIFS ET MISSION DE PANAAAC	10
REMERCIEMENTS	11
FORUM PROGRAMME	13
RÉSUMÉ	20
JOUR I: DIMANCHE, 25 NOVEMBRE 2012 Inscription et atelier de pré-conférence	22
atelier de pré-conférence: les éléments-clés d'une demande de financement de projet	22
présentation des délégués	22
cocktail de bienvenue	22
JOUR II: LUNDI 26 NOVEMBRE 2012 Journée du partenariat	23
Cérémonie d'ouverture officielle	23
Discours d'ouverture	26
Session I: Le PIB de l'Afrique connaît une croissance rapide au cours des dix dernières années – Quelle est la contribution du secteur agro-alimentaire et que reste-t-il à accomplir ?	27
Session II: Des partenariats innovateurs pour un secteur agroalimentaire innovant	29
Session III: Initiatives stratégiques pour soutenir le développement de l'agrobusiness en Afrique	35
Workshop A: création d'entreprise dans les chaînes de valeur agricoles de l'Afrique: Sept «présentations-éclair» des partenaires et consortiums de UniBRAIN	35
Workshop B: Les nouvelles initiatives pour promouvoir les PME en Afrique et le développement de l'agrobusiness en Afrique	40
JOUR III: MARDI, 27 NOVEMBRE 2012 Technologie, innovation et jeunesse	41
Session IV: Les nouvelles technologies au service de l'amélioration de la productivité et de la réduction des pertes post-récolte	41
Session V: Opportunités pour la jeunesse dans un secteur agrobusiness en pleine expansion en Afrique	44
Session spéciale : L'incubateur de projets EMRC-Rabobank	46
Session VI: Activités et défis pour financer l'agriculture le long de la chaîne de valeur	51
Workshop C: comment développer le commerce intra-africain et les chaînes de valeur régionales	51
Workshop D: Innovations, technologies et Solutions pour la jeunesse dans le secteur de l'agrobusiness	55
Soirée de gala	55
JOUR IV: MERCREDI, 28 NOVEMBRE 2012 JOURNÉE DE L'INVESTISSEMENT	56
Session VII: Le financement de l'agriculture africaine: mécanismes, stratégies, modèles	56
Partie I: Le rôle des institutions financières internationales	56
Partie II: Solutions innovantes pour la promotion de l'inclusion financière	58
Partie III: accès à la finance – les programmes pour le développement de l'agriculture africaine	60
Présentation spéciale: le programme de transformation: comment repositionner l'agriculture en faveur de la croissance économique au Nigér	63
Clôture du forum	64



Avant-propos du Président d'EMRC International
Professeur Pierre Mathijsen
Ancien Directeur Général du développement régional à la Commission européenne

Chers participants,

EMRC est heureux de vous présenter ce rapport détaillé sur l' AgriBusiness Forum, qui s'est tenu cette année du 25 au 28 novembre 2012 à Dakar, capitale du Sénégal. Cet événement annuel a été suivi, comme vous avez pu le constater, par plus de 350 personnes venant des quatre coins du globe. L'objectif que nous poursuivons est de stimuler le développement du secteur agricole en Afrique.

Comme j'ai eu l'occasion de le souligner pendant la conférence, l'Afrique autrefois était non seulement autosuffisante en matière de besoins alimentaires, mais était même exportatrice de produits agricoles. Cela, malheureusement, a changé de façon spectaculaire, lorsque l'Europe et les États-Unis, pour ne nommer que ceux-là, ont commencé à augmenter considérablement leur propre production et à subventionner l'exportation de leurs excédents. Grâce à des efforts concertés, cependant, cette réalité est en train de changer, et EMRC souhaite accompagner et soutenir le développement de cette nouvelle tendance.

EMRC tente de contribuer à ce processus en s'efforçant de rassembler, d'une part, des entrepreneurs agricoles en Afrique à la recherche de partenaires pour développer, améliorer, diversifier et accroître leurs opérations; et d'autre part, des experts, entrepreneurs, bailleurs de fonds, institutions financières, banques, cherchant à s'associer et à contribuer à cet effort.

Nous nous réjouissons de constater que cette approche semble porter ses fruits. Toutefois EMRC souhaite encore améliorer et développer son approche. Pour cela nous avons également besoin de votre aide sous la forme de suggestions, commentaires, impressions et le partage des résultats de vos rencontres. De cette façon, vous pouvez, vous aussi, nous aider à atteindre l'objectif de nos AgriBusiness Forums annuels.

Si vous êtes convaincus de l'efficacité de notre approche, n'hésitez pas à le faire savoir autour de vous. Nous nous réjouissons d'ores et déjà de vous accueillir à l'un de nos prochains forums!

Encore une fois, je vous remercie de votre participation et contribution.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Mathijsen'.

Professeur Pierre Mathijsen
Président, Comité Exécutif d'EMRC





Avant-propos du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique

Au nom du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), je tiens à féliciter l'ensemble des 350 participants venus de 50 pays d'Afrique et au-delà pour un Forum très instructif et fructueux tenu à Dakar, au Sénégal, du 25 au 28 novembre 2012.

Le secteur agricole forme véritablement l'épine dorsale de la majorité des économies africaines, et emploie environ 60% de la population active de l'Afrique. En tant que telle, la croissance d'un secteur agricole bénéficiant à tous est la clé de l'éradication de la pauvreté et d'un développement humain durable dans notre région.

L'AgriBusiness Forum 2012 a contribué à renforcer l'idée que les chaînes de valeur inclusives dans l'agro-industrie et l'agriculture sont des éléments-clés pour atteindre la sécurité alimentaire et saisir des opportunités économiques pour les populations pauvres des zones rurales en Afrique. Un secteur privé dynamique et revigoré est en train de faire son apparition sur le continent, avec un grand potentiel pour créer de nouveaux emplois, générer des revenus plus élevés et fournir des produits alimentaires et des services.

Les discussions ont été riches, couvrant des sujets importants liés à l'agro-industrie, l'alimentation et la nutrition, l'accès à la technologie, à la finance et aux marchés. Les rencontres B2B ont également été très productives en matière de réseautage et d'établissement de partenariats.

Nous avons été particulièrement inspirés par les histoires personnelles, et par l'énergie et le leadership manifeste dont ont fait preuve les jeunes africains présents au Forum. Plusieurs de ces histoires sont contenues dans le présent rapport. Il est encourageant de constater que la jeunesse se prépare activement à prendre les rennes d'une prochaine génération d'agriculteurs et d'entrepreneurs prospères sur le continent.

Le Forum a été témoin de la dynamique déjà mise en place grâce à d'importantes mesures prises par le secteur privé, les gouvernements et les organisations de la société civile, à savoir le suivi des recommandations contenues dans la « Déclaration de Johannesburg portant sur le rôle du secteur privé dans la promotion du secteur agro-industriel en Afrique et le programme pour la sécurité alimentaire », adopté lors du Forum 2011. Il reste toutefois un long chemin à parcourir.

Grâce à son unité de promotion des marchés inclusifs (AFIM), le PNUD fournira une plate-forme orientée vers l'action pour assurer le suivi et faciliter des activités ciblées, cherchant à faire en sorte que les aspirations des pauvres deviennent une réalité sur le terrain. Dans cette entreprise, nous nous efforcerons à émanciper les femmes et les jeunes, et faire en sorte que le potentiel de l'Afrique soit enfin développé au bénéfice de tous.

Nous espérons que vous apprécierez la lecture de ce rapport et qu'il représentera une référence importante pour tous ceux qui cherchent à soutenir les pays africains dans leurs stratégies de croissance agricole pour un développement humain durable.

Gita Honwana Welch
Directrice, Bureau Régional du PNUD, Dakar





Avant-propos du PanAAC

L'édition 2012 de l'AgriBusiness Forum a eu lieu à Dakar, avec la participation de 350 personnes venant de tous les continents, en plus de la présence d'environ 50 agriculteurs de toutes les régions du Sénégal.

Le Sénégal, après avoir enregistré le Forum dans son calendrier officiel des conférences internationales, s'est engagé aux côtés du Consortium panafricain pour le secteur agro-alimentaire et agro-industriel (PanAAC), EMRC et le PNUD pour assurer le succès du forum.

Pour ce faire, le Premier Ministre, le Ministre des Affaires Etrangères et le Ministre de l'Agriculture, en plus de leurs collaborateurs respectifs, ont fourni un soutien professionnel et précieux à l'ensemble des activités du Forum. Pour cela, nous tenons à témoigner de notre profonde reconnaissance envers les autorités sénégalaises, en particulier le Président de la République qui a accepté d'endosser l'événement.

La multitude de manifestations, d'ateliers et de séances plénières ont permis de mettre en avant le thème central du Forum: « Stimuler l'agriculture africaine par le biais de partenariats, d'investissements et de technologies ». Les travaux du Forum ont permis de dégager deux conclusions fondamentales :

1. L'agriculture n'est pas un secteur limité aux seuls agriculteurs. Bien au contraire, c'est l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur doivent être pris en compte: les fournisseurs d'intrants (semences, engrais, pesticides), le conditionnement, la transformation, le transport, la distribution et la commercialisation, le financement et autres services de la chaîne de valeur agroalimentaire. Une telle approche permet de s'assurer qu'aucun des maillons importants de la chaîne ne soit négligé dans le secteur agro-alimentaire.
2. Le secteur agro-alimentaire n'est pas un secteur réservé aux seules grandes exploitations commerciales, mais concerne aussi les petits agriculteurs ou les paysans qui décident de rentabiliser leurs activités agricoles, quelle que soit leur échelle. Et de fait, ne manquons pas de signaler que tandis qu'un groupe d'agriculteurs sénégalais ont fait usage de leurs droits démocratiques pour protester dans les rues de Dakar contre l'agro-industrie, d'autres jugeaient utile de participer à l'AgriBusiness Forum et ont constaté qu'il y avait une opportunité pour eux d'établir des partenariats, trouver des financements et découvrir de nouvelles technologies adaptées à leurs exploitations agricoles.

PanAAC est honoré d'avoir été associé à l'édition 2012 avec EMRC et le PNUD, en collaboration avec la FAO, Rabobank et en partenariat avec les organisations FARA, UNIBRAIN, l'USAID, ITC, Africare, Afrexim Bank dans le but de mobiliser et d'engager le secteur privé africain dans les secteurs de l'agro-industrie et de l'agrobusiness.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lucy Muchoki'.

Lucy Muchoki
PDG de PanAAC de la part du Président





PRÉFACE

L'Agribusiness Forum d'EMRC est devenu un évènement incontournable dans l'agenda annuel des affaires africaines. Autrefois tenu en Europe, le Forum est désormais hébergé par une ville africaine. D'abord à Cape Town en 2009, suivi de Kampala en 2010, et de Johannesburg en 2011. Ce fut enfin au tour de Dakar, la capitale du Sénégal, d'accueillir le Forum en 2012, une première pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique francophone.

Cette année, le Forum a été organisé en partenariat avec le PNUD et PanAAC. Là aussi, il s'agit d'une première pour le Forum, ce qui a permis de donner à l'évènement une assise panafricaine et internationale encore plus forte. L'AgriBusiness Forum rassemble un large éventail de professionnels de l'agroalimentaire, y compris des entreprises-phares du secteur, coopératives, PME, partenaires financiers, entrepreneurs, représentants du secteur public et de la société civile, chercheurs, organisations internationales et bailleurs de fonds cherchant à élargir leurs réseaux, à nouer de nouveaux partenariats, prendre connaissance des technologies les plus récentes et des évolutions de l'agro-industrie. Il s'agit aussi de promouvoir l'agro-industrie en Afrique et au-delà, afin de répondre à la demande mondiale croissante en denrées alimentaires.

Le Forum offre une plateforme idéale pour le réseautage d'affaires dans le secteur privé et offre aussi la possibilité d'interagir avec des responsables gouvernementaux et décideurs de haut niveau.

BUTS ET MISSION D'EMRC

EMRC est une organisation internationale dont la mission est de promouvoir un développement économique durable en Afrique en soutenant et en encourageant la création de partenariats d'affaires, avec un accent particulier sur les relations économiques et commerciales avec le secteur privé. EMRC est composé d'un vaste réseau d'entrepreneurs, de partenaires financiers et des représentants de plus de cent pays à travers le monde.

Afin de réaliser sa mission, EMRC développe les initiatives suivantes:

- L'AgriBusiness Forum, qui a lieu chaque année et attire une moyenne de 400-500 experts et décideurs venus du monde entier, y compris des multinationales, PME, organisations d'agriculteurs, partenaires financiers, bailleurs de fonds, chercheurs, gouvernements, agences de développement, ONG et consultants. Tenu à l'origine en Europe, le Forum se déroule désormais dans une ville africaine. Chaque édition du Forum s'articule autour d'un thème central qui aborde les défis et opportunités dans le secteur agro-alimentaire.





- L'Africa Finance & Investment Forum (AFIF) vise à renforcer le secteur privé en Afrique et à favoriser la création de nouveaux partenariats d'affaires à travers des projets conjoints Nord-Sud et Sud-Sud. Le forum est destiné aux entrepreneurs cherchant à obtenir des financements pour leurs projets et à nouer des partenariats, ainsi qu'aux décideurs politiques, investisseurs et banquiers. L'AFIF a lieu chaque année en Europe et est organisé en collaboration avec des institutions financières de premier plan.
- Des forums spéciaux, les missions agricoles et économiques - EMRC organise des missions pays dans le but de promouvoir les relations interrégionales et partenariats d'affaires.

Deux éléments-clés des événements EMRC sont **l'incubateur de projets, et les réunions d'affaires B2B (Business to Business)**.

→ OBJECTIFS ET MISSION DU PNUD

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) est le réseau mondial de développement de l'Organisation des Nations Unies, fondée en 1966. Le PNUD prône le changement et cherche à doter les pays de connaissances, expériences et ressources dont leurs populations ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie. Le PNUD est relié à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations pouvant faire face aux crises, et pour promouvoir une croissance au bénéfice de tous.

Avec une présence sur le terrain dans 177 pays et territoires, le PNUD combine une perspective globale avec une expertise locale pour aider à émanciper les individus et construire des nations fortes. AFIM, l'unité africaine pour les marchés inclusifs (AFIM), est un projet régional du PNUD cherchant à réduire la pauvreté et à atteindre progressivement les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Pour atteindre ces objectifs, AFIM cherche à promouvoir une croissance économique au bénéfice des plus pauvres, et le développement de marchés inclusifs (IMD) à travers l'Afrique subsaharienne. La stratégie d'AFIM consiste à fournir les outils et les ressources nécessaires aux personnes à faible revenu pour se sortir de la pauvreté grâce à des initiatives du secteur privé aux niveaux régional et national.

→ OBJECTIFS ET MISSION DE PANAAC

PanAAC est un consortium du secteur privé qui rassemble des représentants de l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur agro-industriel et agroalimentaire, et cherche à promouvoir l'accès à l'information et aux connaissances, l'établissement de partenariats et l'assainissement financier au bénéfice de ses membres.

PanAAC rassemble des fournisseurs d'intrants, organisations et de producteurs, de conditionnement, prestataires logistiques, grossistes, détaillants, partenaires financiers, exportateurs, fournisseurs et prestataires de conseil stratégique.





PanAAC a été formé lors d'une réunion d'entreprises du secteur agro-industriel en juin 2007 à Johannesburg, en Afrique du Sud. Cette réunion a été suivie par une réunion de consolidation à Accra, au Ghana, en novembre 2007. PanAAC est basé à Nairobi, au Kenya, sous un statut d'association sans but lucratif.

REMERCIEMENTS

EMRC, le PNUD et PanAAC tiennent à remercier le Gouvernement du Sénégal et plus particulièrement le Ministère de l'Agriculture et le Ministère des Affaires Etrangères pour leur accueil et leur soutien à l'AgriBusiness Forum 2012. Cet accueil démontre l'engagement ferme du gouvernement en faveur du développement du secteur agro-alimentaire en Afrique.

Comme ce fut le cas pour les années précédentes, le Forum 2012 n'aurait pas pu avoir lieu sans le soutien précieux de l'**Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)** et la **Fondation Rabobank**.

Nous tenons également à remercier nos partenaires: **FARA, UNIBRAIN, l'Etat du Kwara (Nigeria), AFRICARE, PNSA, la Fondation Syngenta, USAID, AMIRAN Kenya, AFREXIM BANK** et la **CCI** pour leur généreux soutien. Nous remercions également les nombreux représentants de la société civile qui nous ont aidé à promouvoir le Forum.







FORUM PROGRAMME

Jour I Dimanche, 25 novembre 2012

09h00 **INSCRIPTION TOUTE LA JOURNÉE**

14h00 **ATELIER PRÉ-CONFÉRENCE: COMMENT OBTENIR UN FINANCEMENT POUR VOTRE PROJET**

- **Waly Ndour**, Député Directeur Commercial et Marketing, Crédit Mutuel du Sénégal (CMS) – Sénégal
- **Arthur Levi**, Membre du Comité Exécutive EMRC– Belgique

16h00 **PRÉSENTATIONS DES PARTICIPANTS**

17h15 **COCKTAIL DE BIENVENUE**

Jour II Lundi, 26 novembre 2012

Journée des Partenariats

SESSIONS PLÉNIÈRES

09h00 **OUVERTURE OFFICIELLE “AGRIBUSINESS FORUM 2012”**

- **Abdoulaye Balde**, Ministre de l'Agriculture et de l'équipement rural – Sénégal
- **Gita Welch**, Manager, Centre de Service Régional, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) – Sénégal
- **Pierre Mathijsen**, Président, EMRC International – Belgique
- **Idit Miller**, Directrice Générale & Vice Président, EMRC International – Belgique
- **Moussa Seck**, Chairman, Pan African Agribusiness and Agroindustry consortium (PanAAC) – Sénégal

10h00 **DISCOURS PRÉLIMINAIRE**

- **Amadou Ouattara**, Représentant, Organisation Mondiale des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) – Sénégal

10h15 **SESSION I – LE PIB AFRICAIN EST EN CROISSANCE RAPIDE CES DIX DERNIÈRES ANNÉES, COMMENT LE SECTEUR DE L'AGROALIMENTAIRE Y A CONTRIBUÉ ET QUÉ RESTE-T-IL À FAIRE?**

Modérateur: Ralph von Kauffman, Coordinateur technique, UniBRAIN – Kenya

- **Amadou Ouattara**, Représentant, Organisation Mondiale des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)– Sénégal
- **Moussa Seck**, Chairman, Pan African Agribusiness and Agroindustry consortium (PanAAC) – Sénégal
- **Jean-Claude Gruner**, Vice Président – Sénégal Cluster Head, Olam – Sénégal

11h15 Pause Café



11h30

SESSION II – LES PARTENARIATS INNOVANTS POUR UN RENOUVEAU DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE

Modérateur: **George Osure**, Directeur Programme, Syngenta Foundation – Kenya

- **Ralph von Kauffman**, Coordinateur technique, UniBRAIN – Kenya
- **Gwen Young**, Directeur Pays, Africare – Sénégal
- **Lucy Muchoki**, PDG Pan African Agribusiness and Agroindustry Consortium (PanAAC), Kenya & Représentante du secteur privé CAADP Taskforce – Kenya
- **Tomas Sales**, Manager African Facility for Inclusive Markets (AFIM), PNUD Centre de service régional pour l'Afrique du Sud et de l'Est – Afrique du Sud

12h30

SESSION III – LES INITIATIVES STRATÉGIQUES QUI SOUTIENNENT LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRIBUSINESS EN AFRIQUE

Modérateur: **Gwen Young**, Directeur Pays, Africare – Sénégal

- **Shachi Sharma**, Head of Business Development, AME, Syngenta Agro AG – Suisse
- **Jennifer Harte**, Senior Agriculture Advisor, USAID – Sénégal
- **Divine Njie**, Senior Officer, Division Infrastructure Rurale et Agro-industrie, FAO – Italie
- **Randall Wood**, Député Résident Directeur Pays, Millennium Challenge Corporation (MCC) – Sénégal

13h30

Déjeuner d'affaires

14h30

ATELIERS PARALLÈLES

ATELIER A: GÉNÉRER DES AFFAIRES DANS LA CHAÎNE DE VALEUR AGRICOLE AFRICAINE : HUIT PRÉSENTATIONS ÉCLAIRS D'UNIBRAIN

Modérateur: **Ralph von Kauffman**, Coordinateur Technique, UniBRAIN, Kenya

Rapporteur: Jean-Claude Bidogeza, Chercheur Associé, UniBRAIN, Kenya

- **David Mather**, WAARI incubateur, Produits des forêts non ligneuse et grains – Mali
- **Samuel Kymanywa**, CURAD incubateur, Chaîne de valeur du café – Ouganda
- **Siakakaye Siameja**, AgBIT incubateur, chaîne de valeur fruitière et horticole – Zambie
- **Charles Domozero**, CCLEAR incubateur, chaîne de valeur du bétail – Ghana
- **Fred Oduke**, SVCVDL incubateur, chaîne de valeur du Sorgho – Kenya
- **George Bazirake Byarugaba**, ABP incubateur, chaîne de valeur de la banane – Ouganda
- **Lucy Muchoki**, PDG Pan African Agribusiness and Agroindustry Consortium (PanAAC) – Kenya

ATELIER B: DE NOUVELLES INITIATIVES POUR PROMOUVOIR LES PME AFRICAINES ET LE DÉVELOPPEMENT D'UN AGRIBUSINESS INCLUSIF

Meilleures pratiques et études de cas

Modérateur: **Moussa Seck**, Chairman, Pan African Agribusiness and Agroindustry consortium (PanAAC) – Senegal

- **Chrysostome Vahamwiti Mukesyarira**, Ministre de l'Agriculture – République Démocratique du Congo
- **Daniel Annerose**, PDG, Manobi – Sénégal
- **Moise Achille Houssou**, Chef d'équipe Réduction de la pauvreté, PNUD – Bénin
- **El hadj Diack**, Directeur, Association des Exportateurs Africains – Sénégal





16H00
18H30 RENCONTRES D'AFFAIRES B2B

20h00 Dîner d'affaires

Jour III Mardi, 27 novembre 2012

Journée des Technologies et de l'Innovation

9h00

SESSIONS PLÉNIÈRES

SESSION IV: LES NOUVELLES TECHNOLOGIES POUR AMÉLIORER LA PRODUCTION ET LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE ET POUR RÉDUIRE LA P

Modérateur: **Ralph von Kauffman**, Coordinateur Technique, UniBRAIN – Kenya

- **Laurent Stravato**, Directeur Pays, iDE – Burkina Faso
- **Yariv Kedar**, Président Agriculture Durable, Balton Group – Kenya
- **Andrew Keck**, Chief of Party, USAID/Projet de croissance économique au Sénégal – Sénégal
- **Divine Njie**, enior Officer, Infrastructure Rural et Division Agro-Industries (AGS), FAO – Italie

10h00

SESSION V – JEUNESSE ET TECHNOLOGIE: LES OPPORTUNITÉS DES JEUNES DANS LE SECTEUR CROISSANT DE L'AGROBUSINESS EN AFRIQUE

Modérateur: **Jean-Pierre Senghor**, Conseiller Technique pour le Ministère de la Jeunesse – Sénégal

- **Obert Mathivha**, Managing Director, Commercial Agricultural Youth Chamber – Afrique du Sud
- **Cynthia Mosunmola Umoru**, Entrepreneur et Fondateur, FARMSHOPPE – Nigeria
- **Christopher Nzuki**, ntegrated Projects Manager, Youth Solutions & MDGs, AMIRAN – Kenya
- **Issoufou Traore**, Manager Associé Youman & Founder, MASTERIALES – Sénégal

11h00

Pause café

11h15

SESSION SPÉCIALE – CONCOURS DE L'INCUBATEUR DE PROJETS EMRC-RABOBANK

Présentations des projets des finalistes

Présentation:

- **Pierre van Hedel**, Directeur Général, Fondation Rabobank – Pays-Bas
- **Idit Miller**, Directrice Générale & VP, EMRC – Belgique
- **Arthur Levi**, Membre du Comité Exécutif EMRC – Belgique

13h15

Déjeuner d'affaires



14h30

ATELIERS PARALLÈLES

ATELIER C – COMMENT DÉVELOPPER AU MIEUX LE COMMERCE INTRA- AFRICAIN

Meilleures pratiques et études de cas

Modérateur: Pierre van Hedel, Directeur Fondation Rabobank – Pays-Bas

- **Mireille Totobesola-Barbier**, Conseillère Technique Régionale (RTA)/Agriculture, Catholic Relief Services (CRS) – Afrique de l'Ouest/Pays du Sahel
- **Elsa Mapilele**, Conseiller AgriBusiness et Commerce, USAID – Mozambique
- **Martin Drevon**, Chef des projets de privatisation du secteur des fertilisants, Centre International pour le Développement des Fertilisants (IFDC) – Rwanda
- **Jacky Charbonneau**, Chef, Section compétitivité des entreprises, Centre International du Commerce (ITC) – Suisse

ATELIER D – INNOVATIONS, TECHNOLOGIES ET SOLUTIONS DANS L'AGROBUSINESS POUR LA JEUNESSE

Atelier Interactif avec des cas de réussite de jeunes entrepreneurs, les leçons retenues, les innovations pertinentes, les technologies et solutions

Modérateur: Francois Ekoko, Conseiller Coopération Sud Sud, PNUD – Afrique du Sud

- **Grace Nanyoga**, Directeur Exécutif, Grana Fish Supplies – Ouganda
- **Simileoluwa Lawson**, PDG, Global Farmers Register – Nigeria
- **Christopher Wambugu Mukunga**, Directeur, Nyamua Farm – Kenya

16h30
19h00

RENCONTRES D'AFFAIRES B2B

20h00

Soirée de Gala: Présentation du lauréat du Concours de l'Incubateur de Projets 2012, en présence des officiels, ambassadeurs, médias et la communauté d'affaires.

Jour IV Mercredi , 28 novembre 2012

Journée de l'investissement

09h00

DÉCLARATION D'OUVERTURE PAR LES ORGANISATEURS DE LA JOURNÉE

- **Babacar Ndiaye**, Ancien Président de la BAD et Fondateur de l'ABR, African Business Roundtable – Sénégal



09h00

SESSION VII – FINANCING AFRICAN AGRICULTURE: MECHANISMS, STRATEGIES, MODELS

Modérateurs: Babacar Ndiaye, Ancien Président de la BAD & Fondateur d'African Business Roundtable (ABR)– Sénégal & Arthur Levi, Membre du Comité Exécutif EMRC – Belgique

PARTIE I: LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALE

- **Aly Abou-Sabaa**, Vice Président, Banque Africaine de Développement (BAD)– Tunisie
- **Jérôme Cretegnny**, Senior Country Officer, International Finance Corporation (IFC) – Sénégal

PARTIE II: LES SOLUTIONS FINANCIÈRES INNOVANTES

- **Rachel Keeler**, Manager Impact and Innovation, KPMG – Kenya
- **Patrice Gomis**, Investment Officer, Investisseur et Partenaire pour le Développement (I&P)– France
- **Hichem Ghanmi**, Directeur Général – Bureau Afrique de l'Ouest, AfricInvest Capital Partners – Cote D'Ivoire

PARTIE III: ACCÈS À LA FINANCE – PROGRAMMES POUR PROMOUVOIR L'AGRICULTURE AFRICAINE

- **Jean-Luc Perron**, Directeur Général – Fondation Grameen Credit Agricole – France
- **Mouhamed Ndiaye**, Directeur Général, Crédit Mutuel du Sénégal (CMS)– Sénégal
- **Pierre van Hedel**, Directeur Général, Fondation Rabobank – Pays-Bas

PRÉSENTATION SPÉCIALE: L'AGENDA DES TRANSFORMATIONS AGRICOLES: L'AGRICULTURE POUR MENER À BIEN L'ÉCONOMIE NIGÉR

- **Tony Bello**, Snr. Technical Adviser, Ministre Fédéral de l'Agriculture & des ressources naturelles – Nigeria

12h30

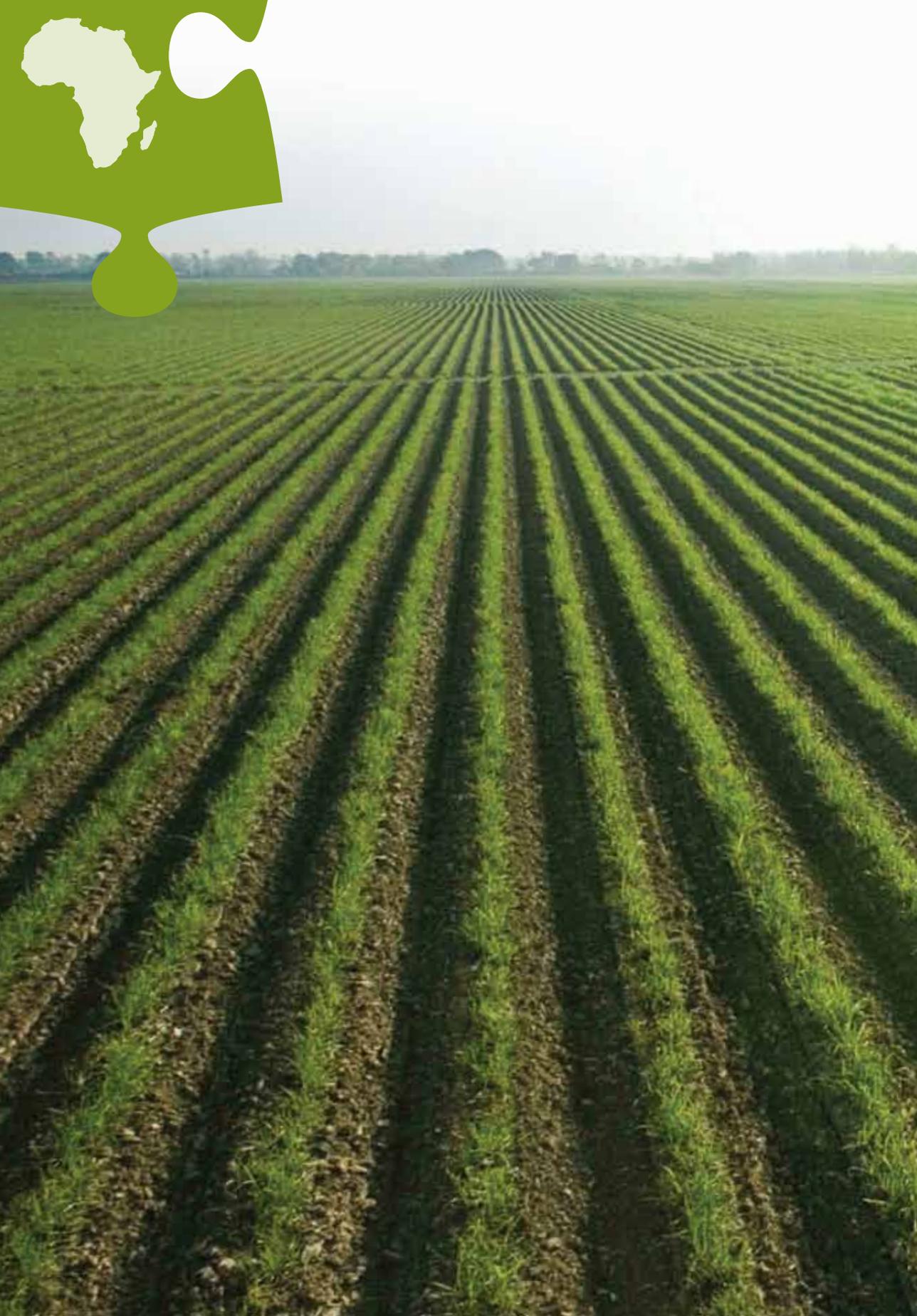
FERMETURE OFFICIELLE DU FORUM

Remarque de clôture par:

- **Gita Welch**, Manager, Centre de Service Régional Dakar Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP) – Sénégal
- **Pierre Mathijssen**, Président, EMRC International – Belgique
- **Idit Miller**, DG & Vice Président, EMRC International – Belgique
- **Moussa Seck**, Chairman, Pan African Agribusiness et Agroindustry consortium (PanAAC) – Sénégal

13h30

Déjeuner d'affaires





RAPPORT DE CONFÉRENCE

AgriBusiness Forum 2012:

**Stimuler l'agriculture en Afrique par
des partenariats, des investissements
et la technologie**



RÉSUMÉ

Après plusieurs décennies en marge de l'économie mondiale, le continent africain est en train de devenir une importante puissance économique mondiale. Le secteur agricole joue un rôle fondamental dans cette évolution. Attirés par des taux de croissance élevés (six des 10 pays ayant connu la croissance la plus rapide du PIB au cours de la dernière décennie sont africains), les investisseurs affluent: Plus de 55 milliards de dollars ont été investis sur le continent en 2011. Cet essor économique, soutenu par une forte croissance démographique et une population qui dépasse désormais le milliard de personnes, devrait se poursuivre au cours des prochaines années, entraîné par un certain nombre de pays-clés tels que l'Angola, l'Afrique du Sud, le Ghana, le Sénégal, le Nigéria, le Mozambique, l'Éthiopie et le Kenya. On ne saurait assez souligner le **rôle stratégique de l'agriculture** dans le développement social et économique de l'Afrique. Le secteur fait vivre environ 65% de la main-d'œuvre du continent, et compte pour 32% de son Produit Intérieur Brut (PIB). Aucun autre secteur économique sur le continent ne peut rivaliser avec le secteur agricole en matière d'emplois ou de contribution à la richesse annuelle produite.

L'AgriBusiness Forum 2012, qui s'est tenu à Dakar au Sénégal du 25 au 28 novembre 2012, a rassemblé de nombreux acteurs et décideurs du secteur agricole africain, ainsi que les petits producteurs de toutes les régions du continent. Des experts financiers et investisseurs du monde entier, étaient également présent en nombre pour rencontrer des partenaires potentiels et de donner un tour d'horizon sur les perspectives d'investissement et de financement du secteur agroalimentaire dans les prochaines années. Le Forum, organisé chaque année depuis 10 ans, est l'un des grands rassemblements internationaux sur le continent africain, et a eu lieu pour la première fois cette année en Afrique de l'Ouest et dans un pays francophone.

Co-organisé par EMRC, le PNUD et PanAAC, l'AgriBusiness Forum 2012 était axé autour de la thématique du **renforcement de l'agriculture africaine grâce aux partenariats, l'investissement et la technologie**. Ce thème reprend les engagements pris par le sommet du G8 en 2012, ainsi que les engagements de la communauté internationale en matière de sécurité alimentaire et en termes de consolidation d'un développement socio-économique durable en Afrique. Les objectifs principaux du Forum étaient de renforcer le secteur agro-alimentaire en **encourageant les partenariats, de mettre en valeur l'innovation et de la technologie, et d'attirer les investissements dans le secteur**.

Le Forum a rassemblé un contingent de plus de 350 participants venus de 50 pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie et des USA. Le Forum 2012 fait suite à la **Déclaration de Johannesburg** signée lors du Forum 2011, appelant les acteurs-clés des secteurs public et privé à prendre des mesures concrètes pour exploiter le potentiel agricole de l'Afrique et pour soutenir le développement du secteur agroalimentaire du continent.

Ces points de discussions s'inscrivent dans le cadre d'une vision renouvelée de l'agriculture, présentée au Forum Economique Mondial (WEF), et contenue dans le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA - CAADP). Cette vision est fondée sur la promotion de partenariats entre les secteurs public et privé, ainsi que sur l'augmentation des investissements par le secteur privé pour le développement des agro-industries en Afrique.



→ INTRODUCTION

L'AgriBusiness Forum 2012, avait pour thème « La consolidation de l'agriculture africaine par le biais d'investissements, de partenariats et de technologies ». De grandes questions d'actualité y ont été abordées, notamment **le rôle du secteur privé dans la création d'un secteur agro-industriel bénéficiant à tous, l'accès au financement pour stimuler la croissance du secteur, les technologies innovantes et le développement de stratégies d'entreprise à fort impact social dans le secteur agroalimentaire**. Dans chacun de ces domaines, le sentiment dominant est que le secteur agro-industriel joue un rôle stratégique en matière de développement économique de l'Afrique et de la lutte contre la pauvreté. Depuis plusieurs années, la question de savoir comment intégrer les petits agriculteurs dans les chaînes de valeur figure en bonne place dans les discussions. En 2012, l'impératif d'une croissance économique bénéficiant à tous les Africains à travers le développement de marchés inclusifs était en filigrane de toutes les discussions du Forum.

Le Forum a également été l'occasion de montrer comment l'innovation et la technologie permettent aux petits producteurs d'améliorer considérablement leur niveau de vie, par exemple grâce à l'irrigation au goutte à goutte, à des systèmes ingénieux de mini-serres portables, ou encore à la diffusion de données météorologiques ou d'informations économiques en temps réel aux agriculteurs par téléphonie mobile. L'innovation se manifeste aussi à travers le développement de nouvelles stratégies d'entreprises à fort impact social. Plusieurs sociétés multinationales sur le continent sont en train d'augmenter sensiblement leurs achats auprès de fournisseurs locaux, en particulier les petits producteurs, plutôt que d'importer des matières premières de l'extérieur. Ces approches permettent notamment d'améliorer les termes de l'échange, d'encourager l'intégration régionale, et surtout de réduire l'insécurité alimentaire et de fournir un revenu plus élevé à des millions de personnes à travers le continent.

Les travaux du Forum comportaient aussi des sessions approfondies sur les politiques en faveur de l'emploi des jeunes et en faveur des PME, ainsi que l'amélioration des moyens de financement pour le développement agricole, et le développement du commerce régional.

La remise du prix de **l'Incubateur de Projets EMRC-Rabobank** fut un des moments forts du Forum. La qualité des projets présentés au jury cette année était jugée si exceptionnelle que la Fondation Rabobank a décidé d'attribuer non seulement un premier prix de 15.000 dollars à Kati Farm Suppliers en Ouganda, mais également un deuxième prix à Bakir Lozane du Mozambique, sous forme d'une invitation au prochain AgriBusiness Forum.

Au delà des sessions plénières et des ateliers spécialisés, une partie importante des travaux du Forum a été menée en coulisses, avec plus de **900 réunions Business to Business (B2B)** facilitées au cours des trois jours du Forum par EMRC. Ces réunions font partie intégrante et essentielle du Forum, en permettant aux investisseurs et aux représentants du secteur agricole de se rencontrer, de conclure des accords et de convertir les idées en réalité sur le terrain, améliorant ainsi la vie de milliers de personnes en Afrique.





JOUR I: DIMANCHE 25 NOVEMBRE 2012

INSCRIPTION ET ATELIER DE PRÉ-CONFÉRENCE

→ Atelier de pré-conférence: Les éléments-clés d'une demande de financement de projet

Waly Ndour, Directeur adjoint des ventes et du marketing, Crédit Mutuel du Sénégal (CMS) – Sénégal

Arthur Levi, membre du Comité Exécutif d'EMRC – Belgique

L'atelier a consisté en un exercice interactif sur la façon de présenter un projet de façon claire, concise et convaincante afin d'attirer les investisseurs potentiels.

Animée par **Waly Ndour, Directeur adjoint des ventes et du marketing Crédit Mutuel du Sénégal (CMS), et Arthur Levi, Consultant Senior à EMRC**, l'atelier a également fourni l'occasion d'une première prise de connaissance informelle entre délégués. Les délégués furent répartis en groupes de 8 avec comme tâche de sélectionner une entreprise au sein de leur groupe qui ferait l'objet d'une courte présentation. Un temps de préparation de 20 minutes a été alloué, suivi d'une présentation de 5 minutes pour chaque groupe.

→ Présentation des délégués

Suite à ce premier atelier, un tour de table a permis aux délégués de se présenter, ainsi que leurs activités.

→ Cocktail de bienvenue

La journée fut clôturée par un cocktail de bienvenue au King Fahd Palace Hotel, permettant aux délégués de se rencontrer dans un cadre informel avant le début des sessions plénières du lendemain.



JOUR II: LUNDI 26 NOVEMBRE 2012

JOURNÉE DU PARTENARIAT

Cérémonie d'ouverture officielle

Moussa Seck, Président, PanAAC – Sénégal

Moussa Seck, Président du PanAAC Sénégal, eut l'honneur d'ouvrir la première session plénière. « L'AgriBusiness Forum est désormais une tradition établie en Afrique, réunissant toutes les parties prenantes du secteur de l'agriculture », remarquait-il. Il souligna en termes très clairs le défi de la production alimentaire: « Au cours des 50 prochaines années, nous allons devoir doubler la production alimentaire mondiale, et accomplir au cours des 50 prochaines années ce que l'humanité a mis 5000 ans pour atteindre à ce jour. C'est pourquoi il est si urgent d'agir maintenant ». M. Seck s'empressa de noter que les agriculteurs ne sont pas les seuls acteurs du secteur agricole: « Les producteurs et distributeurs de semences, les commerçants, les transporteurs, les fournisseurs d'intrants et d'autres sont des parties intégrante de la chaîne de valeur », a-t-il expliqué. « En outre, la situation géographique de l'Afrique à cheval sur l'équateur permet au continent de produire presque toutes les cultures tout au long de l'année. Ceci donne à notre continent un avantage compétitif unique ». Seck a conclu son intervention en remerciant EMRC et son équipe pour l'organisation du Forum.

Idit Miller, DG et vice-Présidente, EMRC International – Belgique

Idit Miller, Directrice Générale et vice-Présidente d'EMRC, a accueilli les participants au Forum. « Nous sommes très heureux d'avoir pu faire en sorte que cette réunion annuelle se tienne pour la première fois en Afrique de l'Ouest et dans un pays francophone, le Sénégal, et nous remercions le gouvernement du Sénégal pour son accueil chaleureux et enthousiaste ».

« Pendant des années, l'agriculture africaine a été reléguée à l'arrière-plan des préoccupations, mais nous savons que l'Afrique est en pleine mutation: Ce forum prouve que l'agriculture est devenue une priorité nationale, régionale et internationale sur tout le continent ».

Mme Miller a ensuite passé en revue les questions principales qui seraient abordées pendant le Forum. « Le thème du Forum de cette année, **Stimuler l'agriculture en Afrique par des partenariats, des investissements et la technologie**, vise à mettre en évidence ces trois piliers qui sont autant de pièces maîtresses du puzzle permettant d'assurer le succès et la croissance de l'agriculture africaine. Sans partenariats, aucun secteur ne peut évoluer. Sans investissement, on ne peut obtenir des résultats. Et sans technologies, l'agriculture ne peut se développer. L'agriculture fait vivre la grande majorité de la population du continent, ce qui signifie que des centaines de millions de vies sont directement touchés par les décisions prises par les dirigeants politiques ici et à l'étranger ».





« Notre Forum cherchera à approfondir ces questions, et nous allons essayer ensemble d'identifier les moyens de renforcer les trois piliers. Les trois prochains jours serviront de plateforme pour toutes les parties prenantes, y compris les responsables gouvernementaux, bailleurs de fonds, entrepreneurs, agriculteurs et chercheurs afin d'établir des partenariats pour une croissance durable du secteur agro-alimentaire en Afrique », poursuit-elle.

Gita Welch, Directeur, Centre de service régional, Programme de Développement des Nations Unies (PNUD) – Sénégal

L'orateur suivant était **Gita Welch, Directrice du Bureau régional du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)**. « L'agriculture et l'agro-industrie sont essentiels au développement de l'Afrique », affirma-t-elle. « La raison en est évidente: le secteur emploie environ 60% de la population en Afrique, et sa croissance et son développement sont essentiels à la lutte contre la pauvreté et à la création d'emplois stables ». Cependant, poursuit-elle, « le secteur agricole du continent est encore nettement **sous-capitalisé**, et nous avons besoin de bonne gouvernance et d'investissements du secteur privé pour enfin réaliser le potentiel de l'Afrique ». Mme Welch a ensuite souligné la nécessité de concevoir de nouvelles stratégies d'entreprise à fort impact social et le développement de marchés inclusifs. « Nous avons besoin d'un secteur agro-industriel inclusif pour parvenir à la sécurité alimentaire. Il nous faut également nous atteler à transformer les structures économiques. L'investissement dans le secteur agricole en général, et les petites exploitations en particulier, relèvent d'une importance capitale », poursuit-elle. Or c'est précisément là, fit valoir Mme Welch, « que l'Afrique a un avantage comparatif, et nous devrions intensifier le dialogue public-privé pour promouvoir l'investissement, l'innovation et la technologie ».

« Afin d'assurer un développement durable, nous devons aider les agriculteurs à s'émanciper », poursuit-elle, « et la stratégie du PNUD pour une croissance à fort impact social et l'intégration des personnes à faible revenu dans les chaînes de valeur agricoles stimuleront la croissance et la production alimentaire. Le PNUD a mis en place une unité spécifique pour accomplir cette tâche, à savoir l'**Unité Africaine pour les Marchés Inclusifs (AFIM)**. L'AFIM travaille en partenariat avec les gouvernements, ainsi que des organisations régionales et locales pour promouvoir la croissance et encourager des pratiques communes ».

Le décollage économique de l'Afrique de ces dernières années est remarquable et a remis le continent sur la carte mondiale des puissances économiques, mais la croissance doit vraiment être au service des Africains et se traduire par un impact réel pour les citoyens. Faisons fructifier le potentiel de l'Afrique au bénéfice de tous ! ».





Pierre Mathijsen, Président d'EMRC International – Belgique

Le professeur Pierre Mathijsen, Président d'EMRC International, suivit sur le podium pour une brève intervention, soulignant le rôle d'EMRC comme facilitateur du développement par le secteur privé: « Ce que nous essayons de faire est de rapprocher les producteurs locaux, les entrepreneurs et les agriculteurs, et de les mettre en contact avec les investisseurs pour les aider à réaliser leurs projets. Je suis vraiment heureux de voir l'immense diversité des personnes présentes ici dans la salle. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrions atteindre nos objectifs », a-t-il conclu.

Abdoulaye Balde, Ministre de l'Agriculture du Sénégal – Sénégal

Il revint à Abdoulaye Baldé, Ministre de l'Agriculture du Sénégal, de conclure la séance d'ouverture. « Le Sénégal est honoré d'accueillir l'édition 2012 de l'AgriBusiness Forum d'EMRC. La présence d'une telle diversité de représentants de l'ensemble de la chaîne de valeur agricole témoigne de l'importance et de la vitalité de cette réunion annuelle. La crise économique et financière qui a frappé le monde en 2008 s'est également manifestée sous la forme d'une crise alimentaire. Cette crise a aussi montré à quel point le monde reste encore fragile en matière de sécurité alimentaire, et a remis de l'agriculture au centre des stratégies de développement à travers le continent ».

« Ce Forum, a-t-il poursuivi, vise à trouver des solutions et identifier des opportunités de relancer l'agriculture africaine. Pour encourager le développement, l'accent sera mis cette année sur les jeunes et l'emploi. L'agriculture ne se résume pas à la production, elle se décline aussi en termes de services et d'intrants: semences, engrais, machines, commercialisation, conditionnement, et recherche scientifique. Nous devons créer des chaînes de valeur cohérentes et efficaces ». Faisant écho aux intervenants qui l'ont précédé à la tribune, M. Baldé a conclu son intervention sur la nécessité d'une croissance bénéficiant à tous. « Il nous faut promouvoir une croissance bénéficiant à tous et un secteur agricole inclusif, de sorte que le développement du secteur agricole se fasse réellement au profit de tous les Africains ».

« Nous déclarons ouvert l'AgriBusiness Forum 2012 ».



DISCOURS D'OUVERTURE

Amadou Ouattara, Représentant de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture des Nations Unies (FAO) – Sénégal

Amadou Ouattara, Représentant de la FAO au Sénégal, a prononcé le discours d'ouverture officiel du Forum. M. Ouattara a commencé par souligner le rôle du secteur privé dans le développement de l'agriculture en Afrique, en plus de la nécessité pour les secteurs public et privé travailler ensemble. « Le secteur privé a beaucoup à apporter en termes d'investissement, d'innovation et de stratégies d'affaires, et sa participation est essentielle. Cependant, nous devons également tenir compte de ceux qui n'ont pas les ressources et la capacité à se développer exclusivement grâce à des moyens apportés par le secteur privé. Le rôle du secteur public reste très important et crucial pour compléter le travail du secteur privé ». L'agriculture fait face à quatre grands défis, expliqua M. Ouattara:

- Assurer la compétitivité du secteur avec une répartition équitable des bénéfices
- Assurer le succès à long terme du secteur agricole
- Assurer la viabilité des filières agricoles
- Établir une vision pour l'avenir des marchés agricoles

« Nous n'avons pas les réponses à tous ces défis », a reconnu M. Ouattara, mais « nous devons nous assurer que d'ici l'an 2020, les chaînes de valeur agricole en Afrique soient hautement efficaces et productives. Et il sera fondamental de s'assurer que la croissance et la création de chaînes de valeur plus efficaces aient un impact direct sur les revenus des agriculteurs. »

M. Ouattara a ensuite identifié quatre domaines d'action prioritaires:

- La technologie et le renforcement des capacités des filières agricoles
- La création d'institutions innovantes
- Le financement et l'investissement
- Les mesures de politique publique

« Il s'agit maintenant de se concentrer sur la mise en œuvre de ces idées, et je suggère que nous nous concentrons sur trois éléments: le partenariat, la technologie et l'investissement. Chacun de ces ingrédients sont essentiels pour la construction de chaînes de valeur efficaces », conclut-il.



SESSION I: LE PIB DE L'AFRIQUE CONNAÎT UNE CROISSANCE RAPIDE AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES – QUELLE EST LA CONTRIBUTION DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE ET QUE RESTE-T-IL À ACCOMPLIR ?

Modérateur: Ralph von Kaufmann, Coordonnateur Technique, UniBRAIN – Kenya

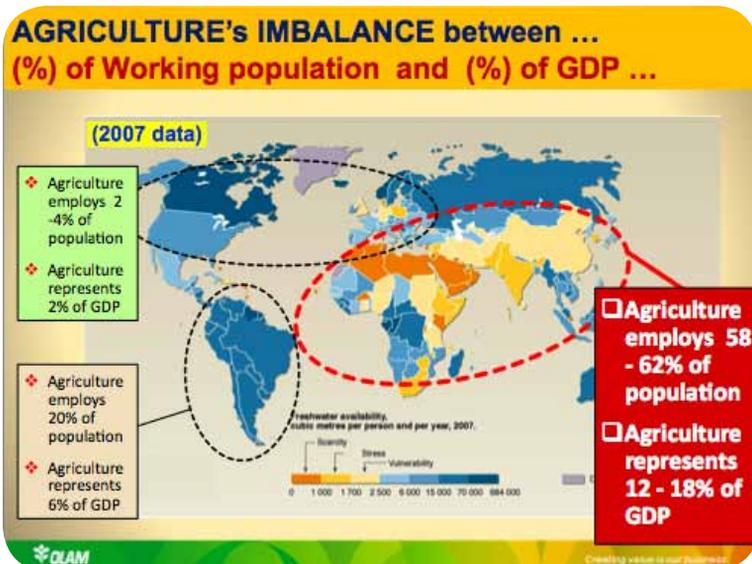
Moussa Seck, Président, PanAAC – Sénégal

Moussa Seck a souligné le rôle de l'agriculture, non seulement en termes de développement humain, mais dans l'avènement de la civilisation elle-même. « L'agriculture est le fondement même de la civilisation. L'agriculture a été la première grande innovation de l'homme, et ce dernier a eu, grâce à cela, pour la première fois le temps de réfléchir, de créer et de construire la civilisation ».

« L'agriculture fait vivre aujourd'hui près de 70% de la population en Afrique, mais le secteur ne contribue que pour 15 à 20% du PIB. L'agriculture est un secteur stratégique qui nous permet de construire des choses, et nous devons garder cela à l'esprit quand on en vient à examiner le rôle de l'agriculture en Afrique au cours des prochaines décennies ».

Jean-Claude Gruner, Vice President – Senegal Cluster Head, Olam – Senegal

Jean-Claude Gruner a entamé son discours en définissant le terme « agrobusiness ». Un défi majeur à surmonter dans les prochaines décennies, selon M. Gruner, est l'**énorme déséquilibre** entre la proportion des personnes actives dans l'agriculture et la productivité.





« C'est là une des les différences les plus remarquables entre l'Afrique et le monde développé », souligna-t-il, « à une extrémité de l'échelle, nous avons les États-Unis, où 2% de la population nourrit la moitié du monde, et à l'autre extrême nous avons l'Afrique, où 70% de la population est active dans le secteur agricole, mais s'avère incapable de nourrir ne serait-ce que le continent ».

Il existe également un énorme déséquilibre entre l'offre et la demande, poursuit M. Gruner. « La demande n'est pas seulement créée par une population croissante, mais encore par l'évolution des régimes et la demande en biocarburants ». M. Gruner nota que:

- La consommation mondiale alimentaire moyenne par personne est passée de 2360 kcal / jour en 1960 à 2.800 kcal / jour en 2000
- La proportion de personnes consommant plus de 2.700 kcal par jour est passé de 30% en 1960 à 61% aujourd'hui
- Cette hausse est largement située dans les pays en émergents

M. Gruner poursuit son allocution en soulignant l'ampleur du boom économique de l'Afrique au cours de la dernière décennie, citant quelques chiffres surprenants. Le PIB du continent a atteint 1.600 milliards de dollars US en 2010, tandis que les dépenses de consommation des ménages s'élevaient à 860 milliards de dollars. D'ici à 2020, le PIB total de l'Afrique devrait connaître une croissance de 1.000 milliards de dollars, pour atteindre le chiffre de 2.600 milliards de dollars.

M. Gruner a ensuite évoqué le succès de la société Olam, ayant démarré comme gestionnaire de la chaîne d'approvisionnement, avant d'évoluer en amont de la chaîne de la valeur. Olam dessert aujourd'hui 3.000 clients et emploie 18.000 personnes.

Il conclut par un appel aux investisseurs : « Il faut investir davantage, par exemple, dans la mécanisation et l'irrigation, puisque seulement 10% des terres cultivées sont actuellement mécanisées et seulement 4% des terres cultivées sont irriguées ».



SESSION II: DES PARTENARIATS INNOVATEURS POUR UN SECTEUR AGROALIMENTAIRE INNOVANT

Modérateur: George Osure, Directeur de Programme, Fondation Syngenta – Kenya

Ralph Von Kaufmann, Coordonnateur Technique, UniBRAIN-Kenya

Ralph Von Kaufmann a commencé par souligner certains aspects positifs: « Il importe d'emblée de dire que l'agriculture africaine se porte en fait assez bien - et progresse aujourd'hui plus rapidement que le reste du monde. Nous sommes en train de construire sur des bases solides et non à partir de nos échecs. En outre, de nombreux éléments semblent indiquer qu'il n'y a pas tant un problème de pénurie de capitaux, mais plutôt un manque d'opportunités d'investissement. N'oublions pas non plus que les petits producteurs sont aussi d'excellents entrepreneurs, compte tenu des ressources dont ils disposent. Nous devons reconnaître cela et ne pas sous-estimer l'ampleur de ce qu'ils ont déjà réalisé ».

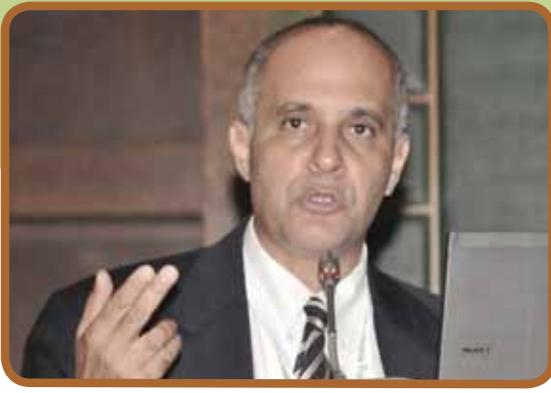
Von Kaufmann poursuit en soulignant que la question de la propriété foncière, par exemple, ne constitue pas forcément toujours un obstacle immédiat. « Il existe beaucoup de modèles et de systèmes à travers lesquels l'on peut travailler avec les petits exploitants eux-mêmes, sans qu'il soit nécessairement indispensable d'avoir un titre de propriété sur la terre », a-t-il noté.

Un certain nombre de mécanismes de soutien importants pourraient enfin être développés pour soutenir les petits exploitants, parmi lesquels la microfinance et la **micro-assurance, les subventions pour les engrais et l'accès à la mécanisation et aux technologies.**

Lucy Muchoki, PDG de PanAAC et du secteur privé représentant du PDDAA Taskforce – Kenya

Lucy Muchoki a commencé par une brève description de PanAAC, en soulignant que PanAAC a été en partie créé pour encourager les partenariats entre les pays africains afin de leur permettre d'apprendre les uns des autres. « Nous savons que certains pays remportent des succès remarquables dans certains marchés niche: le Kenya en horticulture, le Sénégal avec des arachides, le Nigéria avec le manioc sont des exemples connus. Comment pouvons-nous reproduire ces réussites ailleurs ? Ce sont ces questions qui ont conduit à la création d'une plateforme innovante telle que PanAAC », expliqua Mme Muchoki.

« Nous sommes également conscients de nos nombreuses difficultés et faiblesses, y compris par exemple les barrières au commerce régional. Nous estimons que la principale responsabilité pour surmonter ces barrières incombe aux Africains eux-mêmes - y compris son secteur privé. Le **Programme détaillé pour le développement**



de l'agriculture africaine (PDDAA) a été mis en place précisément pour cette raison. Le secteur privé doit participer pleinement à ce programme, en conformité avec les principes d'inclusivité et de responsabilité mutuelle ». Ces deux principes représentent des opportunités claires pour le secteur privé - et la PanAAC veut faire en sorte que le secteur privé de chaque pays soit directement impliqué et aligné avec les stratégies d'investissement du secteur public.

Mme Muchoki conclut son intervention en soulignant le rôle important d'une **approche inclusive**. « L'agriculture africaine doit chercher à favoriser les modèles inclusifs au bénéfice de tous, et c'est bien de cela qu'il est question au Forum cette année : Promouvoir la pleine participation des petits producteurs et des PME ».

Tomas Sales, Directeur Afrique de la Facilité Africaine pour les Marchés Inclusifs (AFIM), Centre régional du PNUD pour l'Afrique orientale et australe - Afrique du Sud

Tomas Sales commença par introduire la Facilité Africaine pour les Marchés Inclusifs (AFIM). L'AFIM est un projet régional focalisé sur le rôle du secteur privé. L'objectif d'AFIM est de réduire la pauvreté et accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en développant le secteur privé et les marchés inclusifs en Afrique.

L'AFIM est une **plate-forme** qui regroupe, organise et coordonne les différentes initiatives des Nations Unies ainsi que du secteur privé. Il s'agit également d'un **partenariat** entre diverses organisations régionales et mondiales, gouvernements et organisations intergouvernementales, et un projet régional du PNUD pour accélérer la réalisation des OMD à travers le développement de marchés inclusifs en Afrique. Par « **marchés inclusifs** », expliqua M. Sales, « nous nous référons aux systèmes économiques qui intègrent les pauvres de manière significative, et leur permettent de bénéficier directement de la croissance économique et du développement ».

M. Sales a ensuite passé en revue certaines des innovations et des réalisations d'AFIM, parmi lesquelles la **facilitation d'un dialogue public-privé**, qui a conduit à la Déclaration de Johannesburg adoptée à l'AgriBusiness Forum 2011.

Une deuxième innovation se présente sous la forme de **plates-formes de facilitation** de projets, qui ont aidé à la réalisation de six projets régionaux portant sur les chaînes de valeur agricoles en 2012.





« C'est bien de dialoguer », continua M. Sales, « mais les paroles doivent également être suivies d'**action sur le terrain**. C'est pourquoi l'AFIM a créé un **programme d'injection de fonds catalyseurs** en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest visant à introduire de nouvelles technologies et des solutions innovantes au profit de 10.000 agriculteurs. L'AFIM a également conduit des travaux de recherche approfondis, dont les résultats sont contenus dans plusieurs publications documentant le **rôle du secteur privé** et des stratégies d'entreprise innovantes et à fort impact social ».

« Le défi de l'agriculture de l'Afrique et de l'agroalimentaire est considérable, mais les possibilités sont tout aussi énormes: Le marché des produits agricoles devrait atteindre les **150 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années**, ce qui exige une collaboration plus étroite, et une innovation sans relâche pouvant déboucher sur une véritable transformation du secteur agricole », a-t-il conclu.

Gwen Young, Directeur Pays, Africare – Sénégal

Gwen Young put apporter aux délégués un premier point de vue venant de la société civile. Elle commença par saluer l'exemple portant sur l'utilisation des engrais donné par Ralph von Kaufmann au début de la session. « C'est un exemple illustrant parfaitement à quel point l'une des clés de l'innovation est de tenir compte des besoins des petits agriculteurs » dit-elle.

S'agissant des partenariats, il importe de reconnaître, selon Mme Young, « qu'il n'est pas indispensable que tout le monde ait exactement le même ordre du jour. Même si nous n'avons pas tous exactement les mêmes priorités, cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas travailler ensemble ».

Il existe trois domaines principaux dans lesquels les ONG peuvent contribuer au développement du secteur agricole, expliqua-t-elle :

- Les ONG peuvent être des **facilitateurs**, c'est-à-dire relier les petits agriculteurs au secteur privé;
- Les ONG peuvent **créer des chaînes d'approvisionnement**;
- Les ONG peuvent être des **promoteurs**, à savoir permettre au secteur privé, aux agences gouvernementales et aux petits producteurs de créer des partenariats.

La bonne gouvernance, le renforcement des capacités et le développement des infrastructures peuvent faire de l'Afrique un continent de premier plan, conclut-elle.





SESSION III: INITIATIVES STRATÉGIQUES POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGROBUSINESS EN AFRIQUE

Modératrice: Gwen Young, Directrice pays, Africare – Sénégal

La dernière session plénière du matin porta sur les initiatives stratégiques pour soutenir le développement de l'agrobusiness en Afrique.

Divine Njie, Haut fonctionnaire, Section infrastructure rurale et agro-industries, FAO – Italie

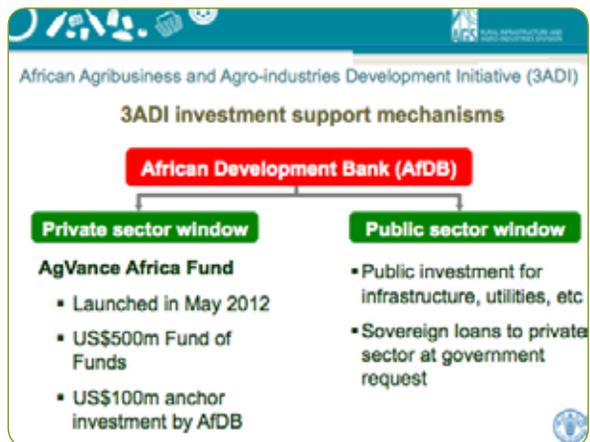
L'objectif premier de l'initiative accélérée pour le développement de l'agrobusiness et de l'agro-industrie, appelée 3ADI, est de soutenir la création de chaînes de valeur agricoles hautement productives et rentables à l'horizon 2020. L'initiative cherche en outre à accroître les flux d'investissements venant du secteur privé.

L'initiative 3ADI se concentre sur quatre domaines prioritaires :

- Les politiques de mise en œuvre
- Le renforcement d'institutions et de services innovants
- Le renforcement de mécanismes de financement et de gestion de risque
- Le développement de technologies et de connaissances pour la gestion des étapes post-production de la chaîne de valeur agricole

« Il ne s'agit pas de réinventer la roue, mais plutôt de chercher à s'appuyer sur ces initiatives au sein du PDDAA qui sert de cadre général à notre approche », a expliqué M. Njie. « Notre stratégie est aussi de privilégier les marchés régionaux et nationaux, et donc soutenir les organisations, alliances et initiatives au niveau local et régional ».

« Nous cherchons également à renforcer les mécanismes de financement à travers la Banque Africaine de Développement, avec un double volet couvrant





aussi bien le secteur privé que le secteur public. Le **fonds AgVance Africa** a été lancé en mai 2012 avec un montant de plus de 500 millions de dollars, et un investissement de 100 millions de dollars par la BAD. Le volet portant sur le secteur public prévoit des investissements dans les infrastructures, les services publics et les prêts souverains au secteur privé, à la demande des gouvernements ».

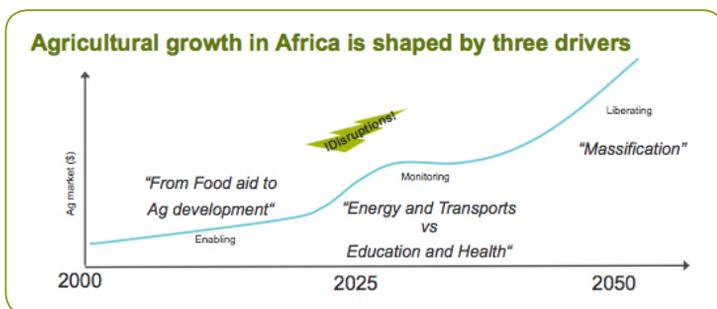
Shachi Sharma, Directeur du Développement Commercial, AME, Syngenta Agro AG – Suisse

Syngenta est une multinationale dans le secteur de l'agrobusiness. La société a dépensé 1 milliard de dollars en recherche et développement en 2011, et offre des solutions clés en main adaptées aux producteurs individuels. « Nous sommes leaders dans le domaine de la protection des cultures, et troisième producteur mondial de semences commerciales à haute valeur ajoutée ». Syngenta emploie 26.000 personnes dans 90 pays, dont 5.000 dans la recherche et le développement.

La croissance agricole en Afrique est influencée par trois grands facteurs, qui seront également déterminants pour atteindre une massification de la production, expliqua M. Sharma. Ces facteurs sont :

- **Le développement économique**, dans un contexte où la hausse des prix des produits de base en 2008 a obligé les gouvernements à se concentrer sur la sécurité alimentaire, et alors que la croissance du PIB soutient aujourd'hui l'émergence d'une classe moyenne plus nombreuse;
- **L'infrastructure et la disponibilité des terres**, dans un contexte où 75% des terres arables potentiellement disponibles sont inutilisées, soit un total de 500 millions d'hectares ;
- **Le capital pour accéder à la technologie**, dans un contexte où les gouvernements africains investissent de plus en plus dans l'agriculture.

« Nous avons tendance à classer l'agriculture africaine en deux catégories : production à faible rendement et production à rendement élevé, plutôt que de distinguer entre petites exploitations et exploitations commerciales. Or cette classification repose sur des hypothèses erronées », expliqua M. Sharma. « Au Maroc, par exemple, vous trouverez des petites exploitations qui sont pourtant extrêmement productives. J'ai également pu me rendre dans





une ferme de maïs en République Démocratique du Congo, où les rendements à l'hectare sont similaires à ceux des États-Unis. Cela prouve qu'il est possible avec la technologie de changer complètement les règles du jeu ».

M. Sharma fournit ensuite quelques détails sur des projets spécifiques de Syngenta sur le continent, y compris GADCO au Ghana et les plantations Kilombero en Tanzanie. « Quand vous rassemblez des terres, la technologie et des personnes, vous pouvez cultiver davantage tout en réduisant vos coûts », ajouta-t-il en guise de conclusion.

Jennifer Harte, Conseillère Senior pour l'agriculture, USAID – Sénégal

Jennifer Harte a présenté le programme des États-Unis en faveur de la sécurité alimentaire et contre la faim. « A l'occasion du sommet de L'Aquila en 2009, les États-Unis ont pris l'engagement d'investir 3,5 milliards de dollars dans le secteur agricole avec pour objectif de lutter contre les causes structurelles de la faim et de la sous-nutrition, et de soutenir un effort à long terme destiné à nourrir les gens de manière durable, et à soutenir la coopération mondiale destinée à améliorer la sécurité alimentaire ».

Le programme Feed the Future (Nourissons l'avenir) des États-Unis renouvelle l'engagement de réduire la faim et la pauvreté, et a pour vocation d'aider les pays partenaires à réduire de moitié la pauvreté et la faim. En Afrique, le programme se concentre sur 12 pays-cibles, dont le Sénégal, le Mali, le Ghana, l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, la Zambie et le Mozambique.

De concert avec le gouvernement du Sénégal et les bailleurs de fonds, Feed the Future se concentre sur la croissance économique stimulée par le secteur agricole et la productivité, le renforcement de l'infrastructure post-récolte et l'accès au financement. Le programme cherche à augmenter la capacité des ressources humaines, tant au niveau des établissements de santé et de tous les niveaux du secteur agricole, y compris les institutions associées.

Randall Wood, Directeur Adjoint de la Représentation au Sénégal, Millenium Challenge Corporation (MCC) – Sénégal

Randall Wood a présenté les travaux du Millenium Challenge Corporation. La MCC a été créée en 2004, avec un statut d'institution gouvernementale indépendante américaine. « Nous travaillons dans 25 pays à travers le monde. Notre politique est de développer des programmes conduisant à des résultats quantifiables, dans des pays qui présentent une bonne gouvernance et des politiques économiques ouvertes », expliqua M. Wood. « Notre apport de fonds varie généralement entre 300 et 700 millions de dollars, et nos programmes portent sur une durée d'environ 5 ans ».

Les pays où nous sommes présents sont chargés d'identifier les principales contraintes économiques et de proposer des solutions. Il revient alors au MCC de mettre en œuvre ces solutions. Sur une période de cinq ans allant de 2010 à 2015, le MCC aura déboursé plus de 540 millions de dollars, dont 324 millions consacrés à l'amélioration des réseaux routiers et 170 millions de dollars à l'irrigation et la gestion de l'eau. « Nous voulons augmenter la





production de riz de 55.000 tonnes à 263.000 tonnes. Selon nos estimations, ce programme pourra bénéficier à 1,66 million de personnes, soit 138.000 familles ».

ATELIERS PARALLÈLES

→ Atelier A: Création d'entreprise dans les chaînes de valeur agricoles de l'Afrique: Sept «présentations-éclair» des partenaires et consortiums de UniBRAIN

Modérateur: Ralph von Kauffman, Coordinateur Technique, UniBRAIN – Kenya
Rapporteur: Jean-Claude Bidogeza, Chercheur Associé, UniBRAIN – Kenya

Le premier atelier parallèle consistait en sept exemples d'incubateurs d'entreprise, à savoir des « ruches » d'entreprises sociales soutenues par des partenaires et associés de UniBRAIN venant des secteurs de l'agrobusiness. L'initiative « Universités, entreprises et recherche en matière d'innovation agricole » (UniBRAIN) a été lancée pour réaliser l'énorme potentiel de synergies positives en reliant l'enseignement universitaire, la recherche et le développement du secteur privé dans l'agriculture durable et l'agrobusiness.

UniBRAIN a mis en place une série d'incubateurs agrobusiness pour accélérer la création d'entreprises prospères. UniBRAIN fournit à ces incubateurs une gamme complète et intégrée de soutien, y compris des opportunités de networking et des services de conseil.

UniBRAIN cherche à briser des barrières et à favoriser la collaboration entre les universités, les entreprises et la recherche afin de créer des cultures et des environnements qui vont :

- Encourager et valoriser l'innovation
- Produire des diplômés capables de résoudre des problèmes, et à même de devenir entrepreneurs, en particulier les femmes et les jeunes.

David Mather, WAARI (Produits forestiers non ligneux et céréales) – Mali

L'incubateur de ressources agrobusiness pour l'Afrique de l'Ouest (WAARI) cherche à concrétiser une nouvelle vision pour l'agriculture malienne. L'incubateur cherche à dynamiser le secteur agricole en engageant les secteurs public et privé dans des initiatives innovantes. L'incubateur WAARI vise à stimuler l'innovation entrepreneuriale et à renouveler les pratiques organisationnelles en soutenant des activités sur l'ensemble de la chaîne de valeur agricole. L'incubateur sera le principal moyen de faciliter la création d'entreprises et le développement, en collaboration avec les membres du consortium.





Samuel Kymanywa, CURAD (Filière du café) – Ouganda

Le Consortium pour la Réactivité des Universités dans le Développement de l'Agro-business (CURAD) est un partenariat public-privé basé en Ouganda. Il est soutenu par l'Université de Makerere, l'Union Nationale des Agro-entreprises de la Filière Café et d'entreprises agricoles (NUCAFE), la Haute Autorité de l'Ouganda pour le Développement du Café (UCDA), l'Organisation Nationale pour la Recherche Agricole (NARO), l'Université de Copenhague (UC) et NIRAS International (agence de conseil danoise). Le CURAD est un incubateur pour l'innovation agro-alimentaire qui vise à stimuler la création d'emplois et augmenter les revenus dans la filière du café en Ouganda. L'incubateur cherche à favoriser une évolution sociale positive et durable. Il met l'accent sur l'autonomisation des jeunes entrepreneurs et des femmes pour stimuler la croissance et le développement social.

CURAD utilisera une approche focalisée sur les chaînes de valeur, et cherchera à identifier des opportunités d'innovation et de développement d'affaires sur l'ensemble de la chaîne de valeur du café, du producteur au consommateur.

Siakakaye Siameja, AgBIT (Filières Fruits et horticulture) – Zambie

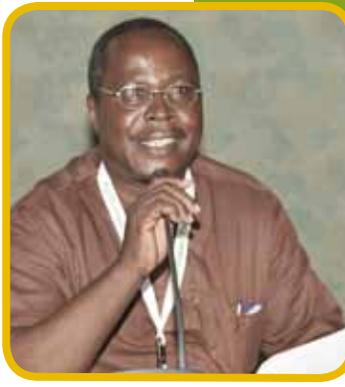
L'Agri-Business Incubation Trust (AgBIT) est un consortium d'institutions zambiennes mis en place pour commercialiser l'industrie agroalimentaire locale en Zambie, accroître sa compétitivité en favorisant l'innovation sur les modèles d'entreprise, et développer des entreprises naissantes orientées vers la croissance. Elle est active dans la filière des fruits tropicaux et des légumes.

Le consortium est un partenariat public-privé composé de six membres, parmi lesquels Frontier Development Associates en tant que partenaire principal, l'Université de Zambie, l'université de Mulungushi, la Natural Resources Development College (Institut du développement des ressources naturelles), le Centre de formation agricole de Kasisi, et l'Institut national de la recherche scientifique et industrielle de la Zambie.

Charles Domozoro, CCLEAR, (Filière du bétail) – Ghana

Le Creating Competitive Livestock Entrepreneurs in Agribusiness Consortium (Consortium de développement d'un partenariat compétitif dans la filière du bétail - CClear) est un incubateur agroalimentaire né d'un partenariat public-privé. L'incubateur est détenu conjointement par le Conseil pour la recherche scientifique et industrielle – Institut de recherche animalier du Ghana, (CSIR-ARI), l'Université du Ghana, le ministère de l'alimentation et de l'agriculture, Heifer International (une ONG), et Humberg Farms (une ferme privée).





L'incubateur est également équipé de services de laboratoire et de diagnostic, et dispose de 460 ha de terres pour expérimenter et tester des cultures. Il vise à créer des entrepreneurs compétitifs dans la filière du bétail au Ghana.

Fred Oduke, SVCVDL, (Filière du sorgho) – Kenya

Le Consortium de développement de la filière du sorgho est un incubateur agroalimentaire hébergé par l'université Jomo Kenyatta pour l'agriculture et la technologie (JKUAT) à Nairobi, au Kenya. Il est géré de manière autonome, en collaboration avec des partenaires public-privé, et a pour objectif de stimuler la croissance économique par la formation, la recherche et l'innovation pour le développement. Le partenariat est composé de la JKUAT, l'institut kényan pour la recherche agricole (KARI), l'Institut international de recherche pour les tropiques semi-arides (ICRISAT), Pipal, Agritrace et l'organisation Farming Support International (FASI). L'incubateur s'adresse aux communautés rurales pauvres d'Afrique sub-saharienne, en particulier au Kenya. Le but principal de la SVCVDL est de stimuler les partenariats agro-industriels afin d'améliorer la commercialisation du sorgho et ses produits.

George Bazirake Byarugaba, ABP (Filière Bananes) – Ouganda

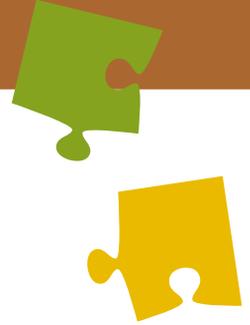
Afri Banana Products Limited (ABP) a pour objectif d'augmenter la portée des innovations, ainsi que d'améliorer les compétences entrepreneuriales dans la filière de la banane en Ouganda. ABP vise à développer des chaînes de valeur, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités, la création de PME, et la formation à l'entrepreneuriat et à l'agroalimentaire. Le consortium est dirigé par l'université de Kyambogo, en partenariat avec d'autres membres, y compris l'Université de Mbarara pour les sciences et la technologie, l'entreprise Excel Hort Consult Ltd, la FREVASEMA, l'institut ougandais pour la recherche industrielle, l'institut kényan pour la recherche agricole, le bureau ougandais du carbone et l'Adaptive Seed Company.

Lucy Muchoki, Présidente Directrice Générale de PanAAC– Kenya

Lucy Muchoki a fourni l'intervention de clôture de l'atelier. Elle expliqua que les incubateurs d'UniBRAIN se distinguent des incubateurs classiques, car ils offrent une série de services aux entreprises agroalimentaires, expliqua-t-elle:

- Ils fournissent des services d'accompagnement aux start-ups
- Ils soutiennent les PME en leur apportant des compétences, une expertise spécialisée et des infrastructures
- Ils fournissent des services à des clients commerciaux qui cherchent à se développer, se diversifier, à pénétrer de nouveaux marchés, à créer de nouveaux produits et à résoudre des problèmes, mais qui n'ont pas les ressources humaines nécessaires ou les installations en interne pour le faire.





→ ATELIER PARALLÈLE B : Les nouvelles initiatives pour promouvoir les PME en Afrique et le développement de l'agrobusiness en Afrique

Modérateur: Moussa Seck, Président, PanAAC – Sénégal

Daniel Annerose, PDG de Manobi – Sénégal

Manobi est une société basée au Sénégal qui offre des services aux entreprises pour améliorer l'efficacité des chaînes de valeur agricole au moyen d'une meilleure connectivité. L'entreprise est l'un des principaux fournisseurs de données en Afrique. Manobi fournit des services de données sur les appareils de téléphonie mobile à plus de 1,5 millions de clients vivant avec un revenu de moins de 2 dollars par jour. Les principaux domaines d'intervention sont l'accès à l'eau, l'assainissement, les services de santé et la protection des enfants.

« Nous travaillons aussi bien avec les PME que les grandes entreprises », expliquait M. Annerose, « et nous sommes à l'avant-garde des entreprises qui contribuent à intégrer les petits exploitants agricoles au marché grâce à la technologie. Manobi travaille sur l'ensemble de la chaîne de valeur, du producteur au client final, en passant par le conditionnement, la logistique et la distribution.

M. Annerose donna trois exemples illustrant Manobi M-agri, l'une des applications de Manobi sur téléphone mobile:

Manobi est non seulement en train de révolutionner les chaînes de valeur agricoles en Afrique, mais elle crée aussi de l'emploi. « Notre objectif pour 2013 est de créer 1.500 postes, et de recruter principalement des jeunes universitaires entre 18 et 24 ans. »





Moïse Achille Houssou, Chef d'Equipe pour la réduction de la pauvreté, PNUD – Bénin

Le projet de développement des entreprises agricoles (PDEA), géré par le PNUD et Songhaï au Bénin, est un programme pour le développement d'un secteur agrobusiness inclusif. Le PDEA a été mis en place pour répondre à un triple défi : réduire la pauvreté, améliorer la sécurité alimentaire, et créer des emplois.

« Notre groupe cible est constitué de jeunes entrepreneurs actifs dans toutes les étapes de la chaîne de valeur. Nous avons engagé 51 millions de dollars sur 5 ans, et le projet est soutenu par le gouvernement du Bénin. Notre approche est adaptée aux spécificités et au potentiel de chaque région, et le modèle est en cours d'élaboration dans 5 Etats du Nigéria voisin », a expliqué Houssou.

Le PDEA participe à la production agricole, ainsi qu'à l'élevage et la pêche. Il fournit des services de traitement, d'accès aux marchés, d'énergie et de recyclage des déchets pour produire du biogaz, conformément à l'objectif du PDEA de promouvoir une croissance écologiquement responsable..

Astrid Vanbesten, Ambassade des Pays-Bas au Sénégal

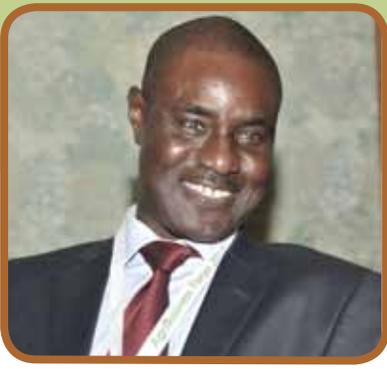
L'Ambassade des Pays-Bas au Sénégal dispose d'un budget de 1,5 million d'euros pour la coopération entre le Sénégal et les Pays-Bas. L'un des principaux domaines d'intervention est le développement des PME dans le secteur agricole, avec trois programmes d'aide :

- 1) Un module de formation et d'accompagnement pour aider les PME sur une période de trois semaines (module gratuit pour les bénéficiaires)
- 2) Un service de jumelage pour parrainer des partenariats entre des entreprises sénégalaises et néerlandaises (les frais étant couverts à l'exception du transport aérien)
- 3) Un programme de soutien aux PME innovantes

El Hadj Diack, Association des exportateurs africains (AAFEX / CEDEXA) – Sénégal

L'AAFEX est une association panafricaine regroupant 100 PME dans 11 pays africains. Sa mission est de conditionner et exporter des produits de qualité au service des petites et moyennes entreprises. L'AAFEX a mis en place un système d'approvisionnement en fruits et légumes frais, permettant d'exporter des produits agricoles pour une valeur de 100 millions d'euros, ce qui permet de soutenir directement 4.000 emplois dans les différentes régions du continent.





Les services principaux de l'AAFEX sont d'améliorer la qualité de l'information et le renforcement des capacités techniques.

« Basé au Sénégal, l'AAFEX a créé le Centre pour le développement des exportations africaines (CEDEXA) afin de répondre aux besoins de financement des entreprises de taille moyenne en Afrique, à savoir celles dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas un million d'euros. L'accès au financement demeure un défi récurrent pour les entreprises africaines, en particulier dans le secteur agricole. En réponse à ce défi, la CEDEXA fournit des services consultatifs aux entreprises qui cherchent à améliorer leur accès aux moyens de financement », conclut M. Diack.

Chrysostome Vahamwiti Mukesyarira, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural – République Démocratique du Congo

Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural de la République Démocratique du Congo fut le dernier intervenant de la session. La RDC présente des opportunités exceptionnelles pour le développement de l'agriculture, souligna M. Vahamwiti Mukesyarira. « Non seulement, nous disposons d'un immense marché intérieur de 73 millions de personnes, mais nous avons aussi un immense territoire, avec environ 80 millions d'hectares de terres arables qui sont en grande partie sous-exploitées. La diversité climatique du pays (combinant des régions tropicales, des régions semi-arides et des régions tempérées) permettrait d'exploiter quasiment n'importe quel type de culture », assura le Ministre.

La RDC est confrontée à un grand nombre de défis, y compris un manque d'investissements dans le secteur agricole. Les autorités sont toutefois en train d'introduire une législation et des réglementations favorables aux investisseurs, avec des incitants qui comprennent notamment des exonérations fiscales sur l'achat d'équipements. Le gouvernement a également soutenu la création d'un Fonds de Développement Industriel (FDI) et un Fonds National de Développement Agricole (FNDA).

B2B MEETINGS AND NETWORKING EVENING

The remaining hours of the day were taken up by hundreds of individual B2B meetings, followed by a networking dinner.





JOUR III : MARDI 27 NOVEMBRE 2012

TECHNOLOGIE, INNOVATION ET JEUNESSE

SESSION IV : LES NOUVELLES TECHNOLOGIES AU SERVICE DE L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA RÉDUCTION DES PERTES POST-RÉCOLTE

Modérateur: Ralph von Kauffman, Coordinateur Technique, UniBRAIN – Kenya

Laurent Stravato, Directeur Pays, iDE – Burkina Faso

Depuis 1995, iDE a mis au point à faible coût des systèmes de goutte à goutte à petite échelle pour l'irrigation de jardins potagers et de petites parcelles. iDE fournit une technologie peu coûteuse, ce qui la rend accessible aux petits agriculteurs. « Nos produits sont abordables et sont spécifiquement destinés au marché à la base de la pyramide économique, qui est notre principal débouché », a expliqué Stravato.

« Ce que nous voyons souvent », expliqua M. Stravato, « c'est l'échec de solutions et de technologies qui sont introduites par le haut: ils ont tendance à tomber en désuétude peu après leur mise en place. Dans notre cas, nous essayons de fournir une technologie qui fonctionne vraiment, et avec la participation directe des communautés locales afin d'évaluer leurs besoins. Au Burkina Faso, nous avons introduit des réservoirs d'eau pour un prix de 11.000 F.C.F.A (environ 22 dollars) par unité, et nous testons également des pompes solaires ».

« Irriguer des fermes, cela signifie avoir des récoltes plus productives, et donc davantage de nourriture, de nouvelles sources de revenus et une relative prospérité pour les ménages ruraux et les communautés dont elles font partie », a-t-il poursuivi.

L'une des grandes forces de l'iDE est la distribution en bout de chaîne, expliqua M. Stravato. « Il y a environ un million de motos taxis au Burkina, et nous tirons parti de ce réseau avec un grand succès. iDE a également révolutionné le système du goutte à goutte avec un impact significatif. Nous avons été en mesure de réduire considérablement les pertes post-récolte ». M. Stravato souligna enfin que l'approche de l'iDE a démontré qu'il était possible, à condition de bien s'y prendre, d'inclure de petits agriculteurs et d'avoir un impact significatif sur leur vie.

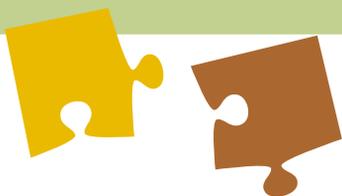
Yariv Kedar, Président de Sustainable Agriculture, Balton Group – Kenya

Le Groupe Balton, basé au Royaume-Uni, fournit des systèmes d'irrigation, des serres, des produits agrochimiques, des engrais et des semences, et gère les projets intégrés. Il est désormais présent dans toutes les parties du continent africain et a connu une croissance importante au cours des trois ou quatre dernières années.

Le Groupe Balton a développé la boîte à outils **Amiran pour les fermiers** (AFK), une innovation majeure qui révolutionne l'agriculture à petite échelle en Afrique. La boîte à outils Amiran, qui se vend à un prix abordable, se présente sous la forme d'un outil intégré visant à améliorer les rendements, protéger les cultures et les mettre sur le marché.

« Ces outils permettent aux agriculteurs d'augmenter considérablement le rendement des cultures à haute valeur ajoutée tels que les tomates, les avocats, les poivrons, les melons et les oignons », expliqua M. Kedar.





Compte tenu des résultats spectaculaires de cette technologie, les banques sont de plus en plus disposées à financer les prêts nécessaires aux petits producteurs pour acheter les boîtes à outils, souligna M. Kedar. « Nous avons des accords et des partenariats avec certaines banques, et maintenant que le concept a été prouvé, celles-ci sont beaucoup plus disposées à prêter de l'argent aux petits agriculteurs. L'une de ces banques est Equity Bank, première banque du Kenya et l'une des banques les plus innovantes du continent africain ».

En 2012, les ventes de boîtes à outils AMIRAN ont augmenté de 50% au Kenya. En outre, des kits Amiran sont maintenant disponibles en Tanzanie, en Ouganda, au Rwanda, en Zambie, aux Seychelles, au Soudan, au Burundi, en Somalie, au Zimbabwe, au Botswana, en Afrique du Sud, au Nigéria, au Ghana, au Burkina Faso, au Cameroun et au Sénégal.

Andrew Keck, Chef de Service, USAID / Projet pour la croissance économique au Sénégal

USAID / PCE fait partie du portefeuille de projets contribuant à la réalisation des objectifs de la stratégie Feed the Future (Nourrir le futur). « Nous mettons l'accent sur les trois filières suivantes: le riz, le maïs, le millet, l'intention étant de se consacrer au développement d'une production locale capable de concurrencer les importations de riz et de maïs », souligna M. Keck.

Les résultats de 2012 sont encourageants : 26.000 agriculteurs utilisent désormais de nouvelles technologies, et des prêts ont été accordés à 11.600 PME et micro- entreprises pour une valeur de 16 millions de dollars. La valeur des ventes à la ferme a atteint 28 millions de dollars, et la valeur des céréales vendues a atteint 33 millions de dollars.

Le principal défi, expliqua M. Keck, est d'amener la culture céréales à dépasser le stade du vivrier et informel et de générer davantage de revenus pour la nourriture, la santé, l'enseignement et l'investissement.

« L'opportunité de marché est très importante, si l'on tient compte du fait que le Sénégal importe aujourd'hui du riz à hauteur de US \$ 376 millions par an, et du maïs pour un montant de 35 millions de dollars par an », a déclaré M. Keck.

Faisant écho aux déclarations d'intervenants antérieurs au sujet de la propriété foncière, M. Keck a souligné que le régime foncier n'est pas nécessairement un obstacle insurmontable. « Vous n'avez pas besoin d'être propriétaire des terres cultivées pour réussir dans l'agriculture ».

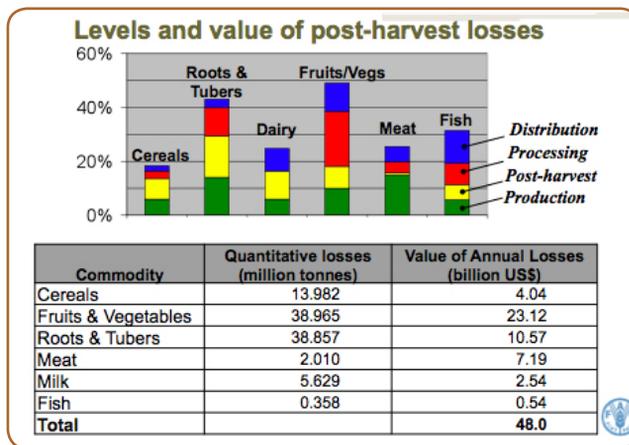
Divine Njie, Gestionnaire principal, Division infrastructure rurale et agrobusiness (AGS), FAO – Italie

Divine Njie de la FAO suivit sur le podium. « Nous devons adopter de nouvelles approches pour relever le défi de pertes post-récolte », commença-t-il. « Les technologies jouent bien entendu un rôle important pour réduire les pertes, mais pas cela ne suffit pas ». Pour donner un ordre de grandeur, il examina l'ampleur des pertes.





« Les ratios de pertes après récolte peuvent atteindre jusqu'à 50% dans le cas des fruits et légumes. La FAO estime que la valeur totale des pertes post-récolte a atteint 48 milliards de dollars en 2011, dont 23 milliards de dollars en fruits et légumes. Ces pertes ont lieu principalement au cours de la phase de distribution ».



« Les causes de ces pertes sont diverses: tantôt ce sont des techniques de récolte inadaptées, tantôt un manque d'accès aux espaces de stockage ou aux moyens de transport, voire l'absence d'installations de conditionnement et de refroidissement des installations ».

Dans un contexte de participation accrue du secteur privé, d'intégration du marché mondial, d'urbanisation et d'un marché en pleine évolution, nous avons besoin d'améliorer de manière systémique l'efficacité et la durabilité de la chaîne de valeur dans son ensemble. Les nouvelles technologies ne seront pas adoptées si les acteurs de la chaîne de valeur n'en voient pas l'intérêt », a souligné M. Njie. « On ne peut donc plus se focaliser sur une partie spécifique de la chaîne de valeur sans tenir compte de l'impact sur les autres éléments de cette chaîne de valeur ».

Dans ce contexte, la FAO a lancé l'initiative FOOD SAVE (Conserver les aliments) avec des mesures spécifiques sur les céréales, les fruits et légumes, le lait et le poisson. Les activités de FOOD SAVE comprennent les mesures suivantes :

- Élaboration de politiques et de soutien à l'investissement à travers l'identification d'interventions ayant un sens sur le plan commercial ;
- Campagnes et congrès pour promouvoir le réseautage, la sensibilisation, et la mobilisation de fonds.



SESSION V: OPPORTUNITÉS POUR LA JEUNESSE DANS UN SECTEUR AGRIBUSINESS EN PLEINE EXPANSION EN AFRIQUE

Moderateur: Jean-Pierre Senghor, Conseiller Technique, Ministère de la jeunesse – Sénégal

Christopher Nzuki, Gestionnaire de projets intégré, Solutions pour la jeunesse et Objectifs de développement du Millénaire, AMIRAN – Kenya

M. Nzuki a donné aux délégués une démonstration de la boîte à outils de l'agriculteur AMIRAN. Avec un seul kit, un agriculteur peut produire une récolte de tomates pour une valeur de 10.000 dollars, en plus de cultures plus petites de choux, les oignons et les pastèques. Le prix de vente de la boîte à outils revient à 3.300 dollars dans les zones côtières et 4.900 dollars à l'intérieur des terres. Le retour sur investissement est donc élevé. Pour les jeunes agriculteurs émergents en Afrique, la boîte à outils présente un très fort potentiel en termes de création d'emplois et de revenus.

Cynthia Mosunmola Umoru, Farmshoppe / Honeysuckle Ventures, Entrepreneur and Founder – Nigeria

Cynthia Mosunmola Umoru est la fondatrice et la PDG de Farmshoppe / Honeysuckle Ventures PTL, une société nigériane engagée dans la production, la transformation et la distribution. La société commercialise un large éventail de produits agricoles tels que le poulet, les œufs, les escargots, les poissons-chats (vivants ou fumés) et les légumes, et a pour objectif de stimuler l'emploi dans le secteur agricole.

« Plus de 50% des Nigériens sont aujourd'hui âgés de moins de vingt ans, et notre population totale est passée de 88 millions en 1991 à 165 millions en 2012 », souligna Mme Umoru. « L'emploi des jeunes est donc d'une importance primordiale. Le fait est qu'aucun secteur n'est en mesure de créer des emplois plus rapidement que le secteur agricole, qui représente 40% du PIB au Nigéria ».

Farmshoppe s'emploie donc à revoir l'enseignement formel pour que l'on considère davantage l'agriculture comme opportunité commerciale et non plus simplement comme une activité de survie.

« Nous devons profiter davantage de technologies telles que les téléphones mobiles et l'internet (y compris les médias sociaux) dans des domaines tels que l'emballage, le rebranding, la mise en réseau ainsi que la facilitation du commerce dans le secteur agroalimentaire. Nous devons également investir massivement dans la recherche agricole, l'écologie et la biotechnologie », a conclu Mme Umoru.

Grace Nanyonga, Grana Fish Supplies – Ouganda

Grace Nanyonga a commencé son activité en vendant des poulets et poissons grillés dans un restaurant informel de Kampala, en Ouganda.



Au fil du temps, pour différencier son offre de la concurrence, elle s'est mise à fumer et épicer ses poissons, ce qui a tôt fait de décupler la popularité de son restaurant et lui a permis de créer sa propre marque.

Mme Nanyonga fournit désormais les écoles locales et a formé plusieurs jeunes à devenir eux-mêmes entrepreneurs. Bien que Mme Nanyonga soit confrontée à un certain nombre de défis, notamment la raréfaction des poissons, elle est un parfait représentant de la classe montante de jeunes femmes entrepreneurs indépendantes et ambitieuses du continent africain.



Obert Mathiva, Commercial Agricultural Youth Chamber (Chambre de Commerce des jeunes agriculteurs commerciaux) / S21 Agricultural Company – Afrique du Sud

Le CAYC en Afrique du Sud offre aux jeunes la possibilité de travailler dans l'agriculture et veille à ce que les jeunes agriculteurs émergents soient équipés des outils pour saisir des opportunités à travers toute la chaîne de valeur. Un de ses objectifs est aussi d'aider à la transformation de l'agriculture sud-africaine, en surmontant les séquelles de l'apartheid et de la distribution inégale des terres, et en permettant aux jeunes agriculteurs noirs de développer et de commercialiser leurs activités agricoles.

Le succès dépend de plusieurs facteurs-clés, notamment l'accès au crédit, l'accès aux marchés, l'expertise technique, l'équipement, l'infrastructure et les transports, les subventions publiques, les possibilités d'exportation et le développement institutionnel.

Le succès dépend aussi du capital humain et des compétences en gestion, un domaine qui requiert des investissements importants.





SESSION SPÉCIALE : L'INCUBATEUR DE PROJETS EMRC-RABOBANK

Présentations des finalistes

Présentateur: Pierre van Hedel, Directeur Général, Fondation Rabobank – Pays Bas

Agro-Comercial Olinda Fondo (ACOF), Angola (Olinda Fondo)

La société ACOF a été fondée en 2000 en tant qu'entreprise familiale, gérée par Olinda Fondo. Son activité principale est la production de graines et de céréales, à la fois grâce à l'agriculture directe et à travers les plantations satellites. La société a démarré avec 70 hectares cultivés directement, pour atteindre 350 hectares en 2012-2013 avec 1.500 petits planteurs.

ACOF vise à promouvoir la production locale de semences améliorées, à établir une relation solide avec les petits planteurs, en particulier les femmes, à introduire la mécanisation et à développer des débouchés stables pour la production. Elle cherche aussi à accroître les rendements et les revenus des ménages grâce à un meilleur accès aux semences de qualité.

ACOF engage directement plus de 1.500 personnes et familles.

Elle cherche à acquérir un tracteur et recruter deux jeunes mécaniciens pour en assurer l'entretien. Elle prévoit également, à terme, d'équiper 100 agriculteurs avec des tracteurs sur une période de 5 saisons.

Kati Farm Suppliers, Ouganda (Lovin Kobusingye)

KATI Farm Suppliers a été créée en 2011 par Lovin Kobusingye en Ouganda. Mme Kobusingye a fondé l'entreprise pour aider les pisciculteurs locaux à surmonter les défis auxquels ils étaient confrontés dans la commercialisation de leur poisson. Avec le soutien de l'institut ougandais pour la recherche industrielle, Mme Kobusingye a commencé la commercialisation du poisson réfrigéré, en filets et congelés, mais aussi développé un nouveau produit, la « saucisse de poisson ». La renommée de la saucisse de poisson s'est étendue aujourd'hui dans les pays voisins tels que le Kenya, la RDC et le Rwanda. Actuellement les Fermes Kati achètent du poisson de 570 fournisseurs locaux. L'entreprise emploie 37 personnes à temps plein, principalement des femmes et des jeunes.

La Kati Farm Suppliers a pour objectif de créer des emplois pour les jeunes, de générer des revenus et de développer les débouchés locaux et internationaux pour les produits de pêche ougandais.

A ses débuts, Kati Farm Suppliers a failli devenir une victime de son propre succès : la société peinait à faire face à la demande et souffrait d'un manque de capacité criant en matière de livraison. Mme Kobusingye a cependant su relever le défi.

Les ventes atteignent aujourd'hui 15 tonnes par semaine, et la Kati Farm Suppliers cherche à se développer au niveau régional ainsi qu'au Moyen-Orient.



« Si nous gagnons le prix, nous l'utiliserons pour renforcer notre capacité de commercialisation, ainsi que pour l'achat d'une camionnette de transport à froid pour distribuer des produits et employer davantage de jeunes dans la production et la commercialisation.

Lozane Farms, Mozambique (Bakir Lozane)

La terrible guerre civile du Mozambique a rendu pour longtemps inutilisables une grande partie des terres arables du pays. En effet, les nombreuses mines posées pendant la guerre ont transformé des champs en pièges mortels. Pendant de nombreuses années, Bakir Lozane a travaillé avec des ONG pour déminer des champs en région rurale. Dans les communautés locales, cependant, nombreux sont ceux qui ont encore trop peur de travailler la terre. C'est ce qui a décidé M. Lozane à se lancer lui-même dans l'agriculture, histoire de démontrer aux habitants locaux qu'il n'était désormais plus dangereux de travailler la terre. Il a donc commencé à cultiver lui-même, en commençant par une petite exploitation de céréales sur 1 ha de terrain. Rapidement, il a pu agrandir la taille de son exploitation lorsque d'autres fermiers sont venus s'associer à ses efforts. Aujourd'hui, un total de 612 agriculteurs sont actifs à travers 12 associations sur 900 ha de terres, et produisent du maïs, du soja et du sorgho.

Aux débuts, aucune banque n'était disposée à financer les opérations, et M. Lozane a obtenu le soutien de l'AGRA (Alliance pour une Révolution Verte en Afrique) et d'USAID.

Plus récemment, toutefois, les banques se sont montrées plus enthousiastes après avoir constaté les succès visibles enregistrés par M. Lozane.

« Ce que nous aimerions faire avec un prix de 15.000 dollars est d'investir dans des machines afin d'améliorer considérablement notre capacité et aider nos agriculteurs à augmenter leur production, en particulier dans la culture du soja, qui est très rentable pour le moment », explique M. Lozane.

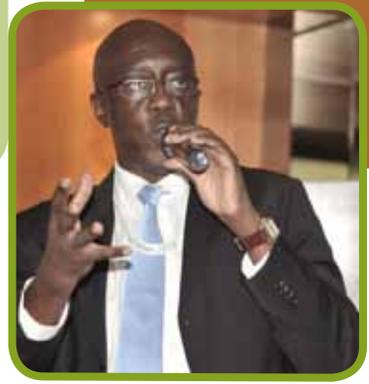
Laboratoires Bio-essence, Senegal (Mama Diene)

Les laboratoires Bio-essence ont été fondés en 2004 au Sénégal. L'entreprise produit du beurre de karité pour la fabrication de cosmétiques, et a reçu sa certification d'agriculture biologique il y a quelques années. « Notre objectif n'est pas seulement de gagner de l'argent », a expliqué Mme Diène, « mais aussi d'avoir une dimension environnementale et sociale, et de contribuer à l'émancipation des femmes dans les zones rurales. Lorsque les femmes peuvent accroître leurs revenus, leurs enfants n'ont pas à travailler, et cela leur permet alors d'étudier. Les femmes sont également incitées à protéger les arbres de karité, ce qui influe positivement sur l'environnement.

Les laboratoires Bio-essence disposent d'une chaîne de valeur intégrée. Le marché de Bio-essence a connu une croissance de 10% par année et a atteint une taille de 1 million de dollars dans le monde en 2010.

« Si nous gagnons le prix de l'incubateur, notre intention est de soutenir nos agricultrices, notamment par la microfinance. Nous souhaiterions également utiliser une partie de l'argent du prix pour terminer la construction d'une unité d'extraction à Kédougou et à l'élaboration d'un programme de formation pour nos agricultrices », a proclamé Mme Diène.





SESSION VI: ACTIVITÉS ET DÉFIS POUR FINANCER L'AGRICULTURE LE LONG DE LA CHAÎNE DE VALEUR

Modérateur : Arthur Levi, Membre du comité exécutif d'EMRC – Belgique

Bode Olayemi, Commissaire à l'agriculture et aux ressources naturelles, Gouvernement de l'État du Kwara – Nigéria

Bode Olayemi, représentant Abdulfatah Ahmed, Gouverneur Exécutif de l'Etat de Kwara (Nigéria) a donné aux délégués un aperçu de l'Etat du Kwara au Nigeria, et les énormes progrès réalisés au cours des dernières années dans le domaine agricole. «L'Etat du Kwara est à l'avant-garde d'une campagne nationale pour professionnaliser l'agriculture au Nigeria, par la mise en œuvre de vastes réformes agricoles. Une unité de conditionnement du manioc a été construite pour un montant de 160 millions de dollars. Avec de bonnes infrastructures, y compris un aéroport international à Ilorin, nos produits frais peuvent être facilement transportés non seulement vers d'autres parties du Nigeria, mais aussi acheminés à l'étranger. L'Etat du Kwara a également considérablement étendu la superficie de ses terres cultivées, qui a triplé au cours des dix dernières années. La production agricole est centrée aujourd'hui sur le manioc, le maïs, la volaille, le riz et les produits laitiers ».

« La gestion de la chaîne de valeur agricole est au cœur de cette évolution. L'Etat du Kwara est à l'avant-garde de la stratégie agricole au Nigéria avec une politique cadre, le plan de modernisation agricole (KAMP). Nous avons été suivis dans ce sens par le gouvernement fédéral ».

« Selon ce cadre, endéans les 5 ans, l'Etat de Kwara sera autosuffisant en production alimentaire et pourra réaliser une transformation économique à travers des réformes structurées. Naturellement, la gestion de la chaîne de valeur est essentielle aux réformes envisagées dans le cadre KAMP ».

George Osure, Directeur de programme, la Fondation Syngenta – Kenya

L'objectif principal la fondation Syngenta est de développer des solutions évolutives pour les agriculteurs en phase pré-commerciale partout dans le monde. La Fondation est une entité distincte de la société Syngenta elle-même, avec son propre conseil d'administration. La fondation offre des services dans un certain nombre de domaines, y compris :

- **L'aide pour faire face aux défis de la chaîne de valeur**, en proposant des services commerciaux intégrés et en organisant les fermiers pour réduire les risques tels que perçus par les acheteurs, financiers, et les fournisseurs de services ;



- **Gestion financière, gestion juridique et gestion des clients**, en augmentant la qualité de l'information, en stabilisant les coûts et en renforçant le lien entre agriculteurs et financiers ;
- **Gestion de l'information et contrôle qualité** par téléphone portable / plate-forme

« Il est important d'avoir des services centralisés à la ferme pour sécuriser un approvisionnement régulier, et s'assurer que les données qui sont importantes aux entités apportant les fonds soient disponibles à tout moment ».

Hassan Hassan Saleh, Conseiller spécial auprès du président du Tchad – Tchad

Le Tchad est un pays immense qui offre des opportunités importantes dans le domaine agricole, souligna Saleh. « Le pays dispose d'environ 39 millions d'hectares de terres arables, 84 millions d'hectares de pâturages naturels et 10 millions de têtes de bétail. En dépit de ces ressources, cependant, deux tiers des ménages tchadiens souffrent d'insécurité alimentaire, et un tiers des enfants des zones rurales souffrent de malnutrition chronique ». La population du Tchad est encore majoritairement rurale, avec seulement 22% des personnes vivant dans les villes. En 2011, la part de l'agriculture au PIB était de 16%.

Pour surmonter certains des défis du pays, les autorités tchadiennes mettent actuellement en œuvre un plan économique national appelé le PNSA (le programme national de sécurité alimentaire). Le PNSA a deux objectifs principaux:

- **Fournir un accès à l'eau et aux aliments** de base aux ménages, en quantités suffisantes ;
- **Contribuer à la fourniture d'une alimentation saine et équilibrée** à la population.

À l'heure actuelle, le programme a pris la forme d'un soutien matériel de l'Etat tchadien à hauteur de 1012 tracteurs, 899 pompes, 6.600 tonnes d'engrais à des prix subventionnés, et la formation de 1.700 planteurs.

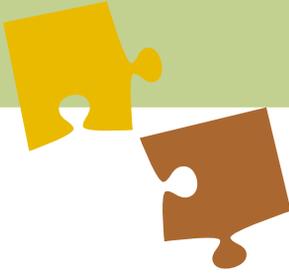
« Le Tchad s'est lancé dans un programme d'investissements de 420 milliards de francs CFA (640 millions d'euros) à l'horizon 2020, et recherche des partenaires pour un financement supplémentaire », souligna M. Saleh.

Folusho Olaniyan, Directrice générale, Union Trading Company PLC – Nigéria

Folusho Olaniyan a commencé sa présentation avec trois messages-clés:

- Chaque segment de la chaîne de valeur fait face à des défis spécifiques ;
- Les options de financement varient selon le segment ;



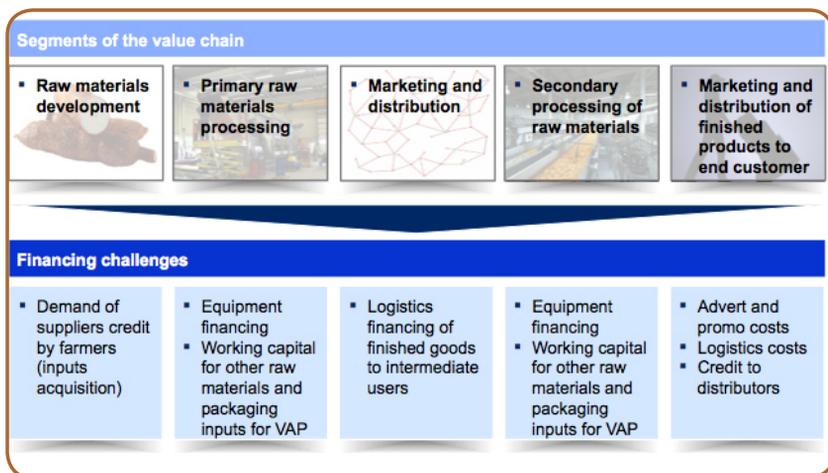


- Le but exact et le besoins de financement doivent être clairement identifiés avant qu'une décision soit prise.

Il y a quatre facteurs essentiels à prendre en considération lorsque l'on évalue les possibilités de financement des chaînes de valeur agricole, selon Mme Olaniyan :

- Évaluation des risques du secteur ;
- La solvabilité personnelle de l'emprunteur ;
- La garantie nécessaire pour couvrir un prêt (les antécédents de crédit) ;
- Le coût du financement (intérêts).

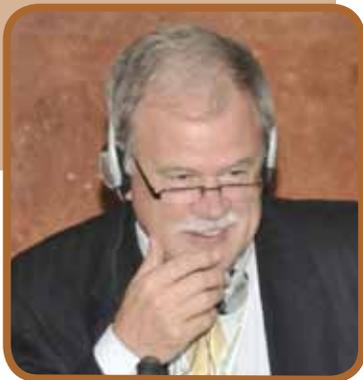
Le schéma suivant explique les défis spécifiques à chaque étape de la chaîne de valeur :



Le programme de transformation du manioc du gouvernement fédéral du Nigeria est un exemple de ce qui peut être accompli en termes d'amélioration des chaînes de valeur :

- **Un Fonds de développement du pain de manioc** a été mis en place pour soutenir les acteurs de cette filière;
- **Deux grandes usines de transformation du manioc** (Thai Farms et DADTCO), qui étaient en passe de s'effondrer lorsque les meuniers du Nigeria ont cessé d'acheter de la farine de manioc avant le changement à la tête du pouvoir, ont aujourd'hui relevé la tête et doublé leur capacité pour atteindre 22.000 millions de tonnes. Le Nigeria est sur le point de complètement relancer le secteur du manioc, avec à la clé la création de milliers d'emplois et une augmentation des revenus pour les agriculteurs.





ATELIERS PARALLÈLES

→ ATELIER C : Comment développer le commerce intra-africain et les chaînes de valeur régionales

Modérateur : Pierre van Hedel, Directeur Général, Fondation Rabobank – Pays-Bas

Elsa Mapilele, Conseillère pour l'agrobusiness et le commerce, USAID – Mozambique

L'approche de l'USAID Mozambique repose sur trois piliers principaux :

- Fournir un soutien dans le cadre du programme Feed the Future (FTF) du gouvernement américain pour augmenter les revenus, la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition dans les zones rurales;
- Encourager les investissements du secteur privé dans le cadre de la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition du G8;
- Promouvoir l'agrobusiness en utilisant deux approches principales: les ASC et FOSC.

En termes de développement de la chaîne de valeur, USAID encourage les petits exploitants à établir des liens avec les agriculteurs commerciaux du secteur de l'agrobusiness. Les agriculteurs commerciaux fournissent un accès aux intrants (semences améliorées et engrais), les services mécanisés (préparation de la terre), assistance technique et accès aux marchés; tandis que les associations ou les coopératives agissent comme fournisseurs de services à leurs membres.

USAID travaille spécifiquement sur les filières du soja, fruits (mangues et bananes destinées à l'exportation) et les arachides. Elle encourage aussi activement le développement des échanges intra-régionaux.

Mireille Totobesola-Barbier, Conseillère Technique Régionale/ Agriculture, Catholic Relief Services (CRS) – Afrique de l'Ouest

Catholic Relief Services fournit un soutien agricole solide aux plus pauvres dans plus de 50 pays à travers le monde. Son objectif est d'atteindre la sécurité alimentaire et financière, ainsi que la croissance économique. «Notre travail commence généralement quand les communautés sont en situation de post-traumatique, ou qu'elles vivent dans une pauvreté extrême», a expliqué Mme Totobesola-Barbier.

CRS se concentre sur l'aide aux agriculteurs pour augmenter leur production et la rentabilité de leurs exploitations: « Nos investissements dans le domaine de l'agriculture visent à soutenir les bases de la prospérité. Les investissements de la CRS aident des millions d'agriculteurs vulnérables à planifier et à investir dans un avenir meilleur », poursuivit-elle.

« Nous travaillons avec les agriculteurs en groupes, et une grande partie de notre travail



dans le domaine agricole vise à aider les agriculteurs à s'organiser en groupements de 20 à 30 personnes. Nous fournissons à ces groupes des compétences et un accès aux biens et technologies susceptibles d'accroître leur productivité et leur rentabilité ».

CRS fournit une formation à cinq niveaux à ses agents sur le terrain, ainsi que des agriculteurs: Innovation et apprentissage, organisation et gestion de groupe, épargne et prêt, agriculture durable et marketing.

Martin Drevon, Chef de projet pour la privatisation du secteur des engrais, International Fertilizer Development Centre (IFDC) – Rwanda

L'IFDC poursuit deux objectifs:

- Soutenir la transition vers la privatisation du secteur des engrais
- Identifier et promouvoir des politiques en faveur d'un environnement favorable à marché des engrais privatisé;
- Contribuer au développement d'une chaîne de distribution rentable pour les engrais

M. Drevon a présenté « La privatisation de l'importation d'engrais du Rwanda et du système de distribution », un projet mis en œuvre par l'IFDC dans le pays. Il a expliqué que le rôle du Ministère de l'Agriculture du Rwanda était de promouvoir l'utilisation des engrais. Les importations d'engrais ont augmenté de 6.000 tonnes à 30.000 tonnes, ce qui a contribué à stimuler la production de maïs et de blé. Le problème, cependant, est que certains agriculteurs ne sont pas toujours en mesure d'utiliser ces engrais correctement. Il y a une volonté de renforcer l'investissement local, et avec une bonne gestion il est possible de faire des bénéfices. « Nous devons améliorer les conditions pour attirer le secteur privé. Un obstacle majeur au développement futur est le manque d'accès au financement pour les petits agriculteurs ».

En conclusion, souligna M. Drevon, il y a un certain nombre de points clés que les gouvernements et le secteur privé doivent prendre en compte:

- Les secteurs public et privé diffèrent dans leur vues et leurs approches
- Les gouvernements doivent comprendre que le secteur privé ne peut exister sans être rentable
- La privatisation conduira dans un premier temps à une réduction de la consommation d'engrais (étant donné que le marché se limitera à fournir la demande solvable)
- Les agriculteurs investiront uniquement dans des cultures plus rentables et l'on ne peut les contraindre à investir dans des cultures non rentables



Jacky Charbonneau, Directeur, Division Compétitivité des Entreprises, Centre pour le Commerce International (CCI) – Suisse

L'objectif de CCI est de réduire la pauvreté par le développement. Le commerce régional présente de grandes opportunités pouvant permettre aux PME en Afrique à se développer. Pour ce faire, les connaissances et la formation sont primordiales.

CCI se concentre sur deux activités complémentaires:

- Structure
- Programmes de formation pour les PME africaines.

« Les relations commerciales régionales nécessitent de bonnes infrastructures, de bonnes conditions macroéconomiques et enfin un cadre juridique favorable », déclara M. Charbonneau, faisant ainsi écho à des observations antérieures faites par plusieurs orateurs.

« A l'heure actuelle, le plus grand défi pour l'intégration régionale est l'absence d'un cadre juridique pour le commerce interrégional », dit M. Charbonneau. « Le développement des entreprises locales n'aura lieu que si l'environnement opérationnel est propice », a-t-il insisté.

→ ATELIER D: Innovations, Technologies et Solutions pour la Jeunesse dans le secteur de l'agrobusiness

Moderator: Francois Ekoko, Conseiller pour la coopération Sud-Sud, PNUD – Afrique du Sud

Grace Nanyonga, Grana Fish Supplies – Ouganda

Merci de vous référer au résumé de la page 44.

Simileoluwa Lawson, PDG, Global Farmers Register – Nigéria

L'expression « sortir des sentiers battus » est presque devenue un cliché tant elle est utilisée en management. Mais que faire quand il n'y pas de sentier, en fait ? C'est cela que nous appelons « le facteur X », expliqua M. Lawson.

Chaque étape de la chaîne de valeur représente une opportunité. Les principes du « facteur X » peuvent être résumés comme suit:

- Accroître la production agricole sans augmenter les services liés à l'agriculture équivaut à accroître le gaspillage
- Les discussions autour du secteur agricole devraient être élargies bien au-delà de l'agriculture et du conditionnement
- Les services agricoles sont autant d'opportunités pour la participation des jeunes
- De petites chaînes de valeur devraient être créées le long de la chaîne de valeur principale
- Le secteur devrait adopter des approches commerciales pratiques et susceptibles d'être répliquées





Les domaines d'opportunité du facteur X sont les services financiers, la gestion des connaissances, la gestion de la marque et de l'image, l'enseignement et la recherche, les transports et la logistique, etc.

La base de données mondiale des agriculteurs est un répertoire en ligne de toutes les parties prenantes et les acteurs clé du secteur agricole.

Christopher Wambugu Mukanga – Ferme de Nyauma – Kenya

« Lorsque je suis devenu employeur après avoir été longtemps un employé, ma perspective a totalement changé », expliqua M. Mukanga. Bien qu'il ait travaillé dans un bureau toute sa carrière, il réalisa qu'il devait changer son attitude s'il souhaitait saisir des opportunités.

Cette opportunité se trouvait dans le secteur de l'agrobusiness. Aujourd'hui, M. Mukanga gère sa propre ferme et a revitalisé 10 ha de ses terres familiales, fournissant des emplois à 25 personnes.

Le succès est venu grâce à:

- Une focalisation sur les produits horticoles ayant des débouchés à l'exportation
- La combinaison de l'expérience acquise au cours des années pendant sa carrière avec les compétences acquises au travers des ateliers du PNUD
- Une bonne gestion du personnel et des flux de trésorerie, ainsi que la mobilisation des jeunes au sein de la communauté afin d'instaurer une culture de l'entrepreneuriat auprès des jeunes

La production hebdomadaire de la ferme atteint 300 kg de diverses variétés de légumes asiatiques destinés aux marchés d'Extrême Orient, ainsi que 7 tonnes de petits pois par jour

Interactive sessions

Les présentations ont été suivies par deux sessions interactives sur des questions techniques et de financement. Les sessions interactives ont pris la forme de discussions intenses entre les participants sur les questions relatives à l'accès au financement et l'accès au crédit, et ont également abordé des sujets comme l'éducation financière et l'accompagnement des agriculteurs. Des débats animés ont eu lieu sur divers sujets d'actualité, à savoir quel type d'agriculture était la plus adaptée à la situation en Afrique, le rôle de l'Etat, et quel type de cadre juridique était le plus susceptible de stimuler le développement agricole.

La session interactive a conduit à la formulation d'un certain nombre de recommandations sur les capacités de financement, ainsi que l'utilisation et la promotion des nouvelles technologies.





SUR LE FINANCEMENT:

Développement d'un package intégré pour le financement d' «agri-entrepreneurs». Ce package comprendrait un accompagnement, une formation, un financement, un suivi et une assistance technique;

- Création de fonds spéciaux consacrés au financement de l'agrobusiness pour les jeunes Africains, ces fonds devraient disposer de ressources suffisantes, et être suffisamment souples pour s'adapter aux besoins des jeunes entrepreneurs
- Création d'autres instruments financiers spéciaux tels que les systèmes de garantie des prêts et des prêts concessionnels, et des produits d'assurance spécialisés;
- Développement de moyens non financiers tels que l'accès au marché, aide à la gestion, leasing ou location de terres par les gouvernements
- Représentation plus importante des jeunes dans les mécanismes de prise de décisions des équipes : ministères, départements financiers, ou, dans certains cas, avoir un agent représentant spécial chargé de gérer les questions relatives à la jeunesse
- Les bailleurs de fonds ou partenaires devraient engager directement les jeunes quand il s'agit de financement de l'agrobusiness;
- L'agrobusiness doit devenir une priorité dans chaque budget national.

TECHNOLOGIE:

- Le transfert de technologie devrait être une priorité pour les gouvernements, et les technologies acquises devraient être largement répandues dans tous les pays, y compris dans les zones rurales;
- Les gouvernements devraient développer davantage de programmes d'incubation
- Les gouvernements devraient consacrer suffisamment de ressources dans la recherche et le développement.

→ Rencontres B2B

→ Soirée de Gala

La seconde journée des travaux du Forum s'est achevée en grande pompe avec une soirée de gala et un dîner officiel, au cours de laquelle le prix de l'Incubateur de Projets EMRC-Rabobank 2012 a été remis en présence de représentants du gouvernement, d'ambassadeurs, des médias et de représentants du monde des affaires. La qualité des projets présentés au jury de cette année était si exceptionnelle que la Fondation Rabobank a décidé de décerner non seulement un premier prix de 15.000 dollars à **Lovin Kobusingye, de Kali Farms en Ouganda**, mais aussi d'accorder un deuxième prix à **Bakir Lozane du Mozambique**, consistant dans le parrainage de sa participation à l'AgriBusiness Forum de l'année prochaine.

Mme Kobusingye, d'un sourire ému, affirma que la récompense était pour elle un rêve devenu réalité. « Je souhaite dédier ce prix à mes parents, qui m'ont toujours encouragée à poursuivre mes objectifs même face à l'adversité, et qui demeurent l'inspiration qui m'a poussée à construire mon entreprise. Je me réjouis déjà des prochaines étapes », affirma-t-elle, sous les applaudissements nourris du public.





JOUR IV: MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012

JOURNÉE DE L'INVESTISSEMENT

SESSION VII: LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE AFRICAINE : MÉCANISMES, STRATÉGIES, MODÈLES

→ Partie I: Le rôle des institutions financières internationales

Modérateur: Babacar Ndiaye, Ancien Président de la BAD & et Fondateur de la African Business Roundtable (ABR) – Sénégal

Le financement est une dimension essentielle pour le développement de l'agriculture, et la séance plénière du dernier jour du Forum était spécialement axée sur l'évolution des mécanismes de financement, des stratégies et des modèles financiers à travers le continent.

Aly Abou-Sabaa, African Development Bank (AfDB) – Tunisia

« Le secteur privé a un rôle très important et essentiel à jouer dans ce domaine de la finance », affirme d'emblée M. Abou-Sabaa.

Le défi le plus important pour les gouvernements est de savoir comment favoriser une croissance inclusive, en d'autres termes, comment créer des possibilités d'emploi et faire en sorte que la croissance profite à tous les secteurs de la société, et en particulier aux plus pauvres. « L'agriculture est évidemment un secteur-clé dans toute stratégie d'inclusion, compte tenu du nombre de personnes qu'il emploie, et la promotion du secteur agricole est l'un des moyens les plus clairs de réduction de la pauvreté », poursuit-il.

« Actuellement, la plus grande partie du secteur agricole en Afrique souffre d'une productivité dramatiquement faible et de taux élevés de pertes après récolte. Assurer un meilleur accès au financement, qui permettrait de remédier en partie à ces problèmes, est donc non seulement une affaire d'emplois, mais aussi un impératif pour la sécurité alimentaire ».

« En 2010, la BAD a élaboré sa propre stratégie en faveur du développement de l'agriculture. Tenant compte de ce que les investisseurs privés perçoivent le secteur agricole comme étant à haut risque, il appartient au secteur public de fournir un soutien. Cependant, la BAD s'appuie de plus en plus sur le secteur privé en tant que moteur du développement de l'agriculture.

« Ces dernières années, nous nous sommes davantage penchés sur l'environnement des affaires, et nous avons abordé les questions de gouvernance. Un autre domaine prioritaire pour nous, qui contribue indirectement au secteur agricole, est d'investir dans l'infrastructure structurante: les technologies de communication, les installations de stockage, relier la production aux marchés, etc. ».

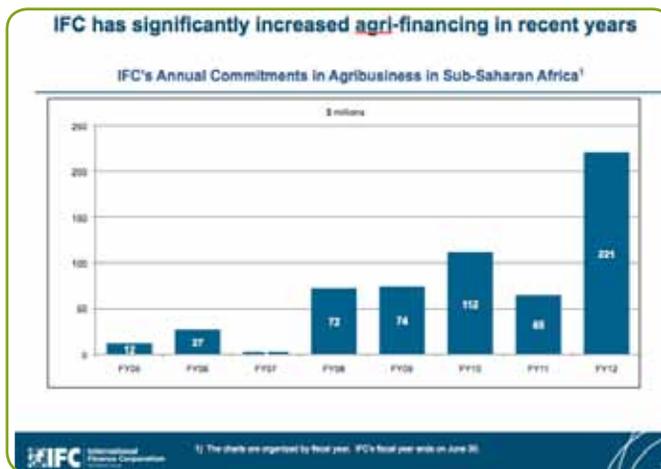
« De nombreux défis nous attendent pour les dix prochaines années », a conclu M. Abou-Sabaa, et « nous devons nous demander ce que nous devrions faire davantage, et aussi ce que nous devons faire autrement », conclut-il.



Jérôme Creteigny, Officier Principal, Société Finance Internationale (SFI) – Sénégal

La SFI est une structure du groupe de la Banque Mondiale consacrée au développement du secteur privé. L'objectif-clé de la Banque Mondiale est de réduire la pauvreté, et dans ce cadre la SFI a considérablement augmenté son financement du secteur agricole au cours de ces dernières années: le total des engagements atteint désormais 221 millions de dollars en 2012.

Le portefeuille d'investissements de la SFI dans le secteur agricole de l'Afrique atteint à ce jour 455 millions de dollars, répartis sur plus de 40 projets dans 15 pays: conditionnement de la viande, commercialisation, etc.



« Nous avons maintenant également commencé à fournir des financements à court terme, qui représentent un nouveau type d'engagement de notre part », a expliqué M. Creteigny.

La SFI investit généralement dans les grands projets de plus de 10 millions de dollars (projets dans lesquels l'engagement de la SFI s'élève généralement à au moins 5 millions de dollars). Les projets doivent être viables sur le plan commercial, fournir un retour sur investissement, avoir un impact important sur le développement, et être respectueux de l'environnement. M. Creteigny s'est attardé sur deux exemples mettant en valeur la stratégie agricole de la SFI sur le continent: le projet Patisen au Sénégal, et un mécanisme de répartition des risques dans la filière du café éthiopien. Les deux projets ont eu un fort impact de développement sous la forme d'emplois, d'industrialisation, le développement de liens en amont et en aval avec aussi bien des grossistes que des détaillants locaux, l'augmentation des recettes fiscales pour les gouvernements concernés, et le renforcement de la solvabilité des coopératives agricoles.





→ Partie II: Solutions innovantes pour la promotion de l'inclusion financière

Hichem Ghanmi, Administrateur délégué – Bureau pour l'Afrique de l'Ouest, AfricInvest Capital Partners – Côte d'Ivoire

AfricInvest a été créé en 2004 comme co-entreprise (joint-venture) avec le FMO, suite au succès de Tuninvest, qui opérait depuis une dizaine d'années endéans les frontières de la Tunisie. Il s'agit du principal investisseur de capital-investissement (private equity) en Afrique du Nord, et de l'un des plus grands fonds de capital-investissement sur le continent. Le fonds a pour mandat d'investir dans des PME à fort potentiel à travers le continent. AfricInvest est membre du conseil d'administration de l'African Venture Capital Association (AVCA – Association Africaine des investisseurs de Capital Risque).

En l'espace de quelques années à peine, AfricInvest a mis en place une équipe d'environ 50 personnes couvrant le l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, avec des bureaux à Tunis, Casablanca, Abidjan, Nairobi et à Lagos. Son portefeuille d'investissements est composé de 97 PME dans 23 pays.

AfricInvest dispose d'un portefeuille actif sous gestion d'une valeur de 750 millions de dollars dans une variété de secteurs économiques, notamment les services financiers, l'agroalimentaire, le transport et la logistique, les produits pharmaceutiques, le matériel électronique, les télécommunications et le transport aérien. L'agroalimentaire est le secteur principal avec pas moins de 27% du portefeuille total du fonds.

Le fonds est soutenu par des partenaires prestigieux tels que la FMO, la SFI et la Banque africaine de Développement (BAD). « Nous nous considérons comme un véritable partenaire stratégique dans le soutien au développement économique des sociétés dans lesquelles nous investissons, en fournissant du capital-risque, par l'octroi de fonds de roulement et le financement de rachats de sociétés par leurs gérants (management buy-outs) », conclut Ghanmi.

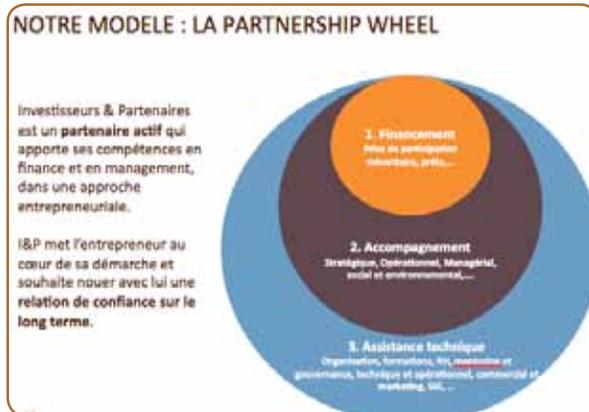
Patrice Gomis, Investisseur et Partenaire pour le Développement (I&P) – France

Investisseurs & Partenaires est un fonds de droit français. Il s'agit d'un impact investment fund, une nouvelle classe d'actifs en pleine croissance en Afrique. L'objectif principal d'un impact fund est de chercher à maximiser l'impact économique global d'un placement au niveau social, environnemental et sur le plan de la gouvernance, en allant bien au-delà de la recherche d'un simple retour financier sur investissement. Le fonds a été créé il y a 10 ans par Patrice Hoppenot, un expert en private equity (capital-risque). Il est géré depuis 2011 par Jean-Pierre Severino, ancien directeur général de l'agence française de développement (AFD).

« Notre champ d'action se limite à l'Afrique subsaharienne et dans l'Océan Indien, et notre horizon de placement ne dépasse généralement pas les 5 ans: Nous cherchons à sortir de nos positions une fois que nous estimons que nos objectifs ont été atteints. Notre modèle d'investissement est appelé la «partnership Wheel» (la roue de partenariat), qui a trois activités principales: le financement, le soutien stratégique et l'assistance technique.



I & P gère deux véhicules d'investissement distincts:



- **Le fonds I & P Développement (IPDEV)**, avec des actifs évalués à 11 millions d'euros, est destiné principalement aux PME et aux investissements en deçà de 300.000 euros.
- **Le fonds I & P Entrepreneurs en Afrique (IPAE)**, un fonds d'investissement de 50 millions d'euros lancé en 2012, cherchant à prendre des participations minoritaires dans des entreprises de taille moyenne, pour des montants entre 300.000 euros et 1,5 million d'euros.

« A ce jour, notre impact économique, social, environnemental et de gouvernance se décline notamment par la création de 1.400 emplois sur une période de 8 ans et pour 30 entreprises, ainsi que par 1,5 million d'euros d'impôts sur le bénéfice générés chaque année, ce qui couvre les frais de scolarité de 300 enfants par an ».

Mouhamed Ndiaye, PDG, Crédit Mutuel du Sénégal (CMS) – Sénégal

Le Crédit Mutuel du Sénégal fut créé en 1988 pour améliorer l'accès aux services financiers à la population du Sénégal. Aujourd'hui le CMS couvre tout le pays, avec plus de 200 agences réparties sur l'ensemble du territoire. La banque innove en matière de distribution pour atteindre certaines des régions reculées, notamment au moyen d'agences mobiles. « Notre portefeuille de prêts s'élève actuellement à environ 91 milliards de FCFA (environ 180 millions de dollars), équilibré par des dépôts en compte de 103 milliards de FCFA (environ 200 millions de dollars).

« Nous avons développé des instruments de crédit spécifiques pour les agriculteurs, mais parfois nos produits ne sont pas aussi adaptés aux besoins de nos clients que nous ne le voudrions. Compte tenu des enjeux du secteur agricole, il reste encore beaucoup plus à faire, et nous souhaitons voir des résultats concrets, d'autant plus que les niveaux de production ont, en réalité, tendance à plafonner et à descendre en dessous du potentiel ».





« La question est: que faire? Quatre-vingt pour cent de notre portefeuille de prêts est dirigée vers les cultures ordinaires – contre 20% seulement allant vers les cultures à forte valeur ajoutée. C'est précisément le genre de défi que nous cherchons à surmonter. Nous devons renforcer les chaînes de valeur, et adapter nos produits financiers en conséquence, et nous devons aussi améliorer l'accès au financement pour les jeunes et les femmes, non seulement pour agrandir notre portefeuille, mais aussi pour soutenir les é

→ Partie III: Accès à la finance – Les programmes pour le développement de l'agriculture africaine

Rachel Keeler, KPMG, Gérante du Fonds d'Appui Africain pour l'Entreprise (Africa Enterprise Challenge Fund – AECF) – Kenya

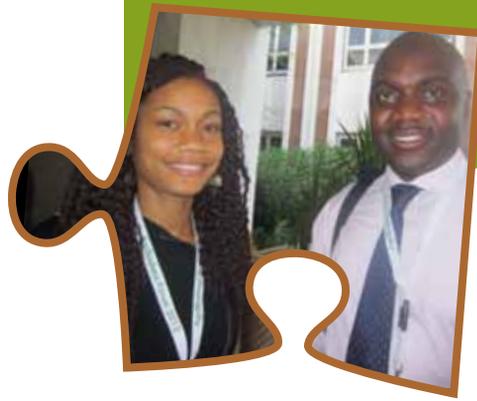
Le Fonds d'Appui Africain pour l'Entreprise (AECF) est géré par KPMG IDAS et financé par un consortium de bailleurs de fonds, composée de la DFID (Royaume-Uni), du Danida (Danemark), du FIDA, du CGAP et de AusAID (Australie). Le fonds soutient les entreprises du secteur privé à travers des concours, pour développer et tester de nouvelles idées commerciales nouvelles et innovantes dans les domaines de l'agrobusiness, des services financiers ruraux, des énergies renouvelables et l'adaptation aux changements climatiques en Afrique.

« Depuis son lancement en juin 2008, AECF a organisé 16 compétitions, traité 4.456 demandes, et approuvé 133 projets dans 22 pays africains. Nous avons engagé des sommes à hauteur de 97 millions de dollars sur une capitalisation totale de 193 millions de dollars. Un total de 2,9 millions de personnes ont bénéficié directement des projets AECF en 2011, un chiffre qui devrait atteindre 4 millions cette année ».

« Les **objectifs** d'AECF sont de financer des projets novateurs qui bénéficient à la population rurale pauvre; à démontrer que les modèles économiques et les technologies focalisés sur les besoins des pauvres peuvent fonctionner et être rentables. Cette approche permet de changer la façon dont les marchés fonctionnent pour mieux servir les communautés à faibles revenus». En fin de compte, souligne Mme Keeler, « si ces stratégies d'entreprise à caractère social réussissent, ils attireront davantage de capitaux car les perceptions de risque seront amoindries »

Mme Keeler a souligné qu'il était important de comprendre que le secteur privé prenait d'énormes risques financiers quand il investit, en particulier dans le secteur agro-industriel: A peine un tiers des investissements sont rentables ou modérément rentables (mesuré selon un critère de 12% de retour sur investissement). A peine la moitié des investissements sont financièrement viables. « Les risques sont réduits lorsque vous investissez dans des filières établies plutôt que des start-ups, et aussi lorsque les investissements sont faits sur base de modèles d'affaires solides, poursuit-elle.





Jean-Luc Perron, Administrateur Délégué – Fondation Grameen Crédit Agricole– France

La Fondation Grameen Crédit Agricole est un partenariat qui a débuté en 2008 entre un groupe mondial de bancassurance, le Crédit Agricole, et le professeur Mohammad Yunus de la Grameen Bank. S'appuyant sur l'expérience du Professeur Yunus, la Fondation Grameen Crédit Agricole a pour mandat de contribuer à la lutte contre la pauvreté grâce à la microfinance et l'entrepreneuriat social.

En tant qu'entreprise sociale, les objectifs sociaux se trouvent au cœur des activités de la Fondation. Cela signifie que même si l'entreprise doit faire un bénéfice pour être durable, tous les profits sont réinvestis pour développer l'entreprise, afin de lui permettre de réaliser au mieux sa mission sociale. Depuis sa création et à la date du 15 juin 2012, 60 financements de projets ont été approuvés pour un montant total d'environ 40 millions d'euros. M. Perron ajouta que la Fondation Grameen Crédit Agricole cherchait à augmenter ce nombre en ciblant spécifiquement les institutions agricoles africaines, en développant un facilitateur de projets, la Fonds Grameen Crédit Agricole pour les entreprises sociales.

«L'Entreprise sociale a pour but de résoudre un besoin social par le biais de l'entrepreneuriat. Parmi les exemples de ces entreprises que nous avons pris en charge, citons la Laiterie du Berger au Sénégal, la Grameen Danone au Bangladesh, et Phileol à Madagascar. Notre portefeuille total est évalué à 42 millions d'euros ».

Nous cherchons à étendre nos activités pour répondre à notre mandat social, et nous avons l'intention d'y parvenir par:

- Le développement de notre activité de microfinance comme outil de dynamisation
- Le développement de produits d'assurance agricole comme outil essentiel pour développer l'agriculture, domaine dans lequel nous travaillons en partenariat avec PlaNet Finance;
- Le développement de notre activité sociale à travers un fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat social. Il s'agit d'une approche unique, et la fondation est en passe de lever 15 à 20 millions d'euros pour l'entrepreneuriat social



Pierre van Hedel, Directeur Général, Fondation Rabobank –Pays-Bas

La dernière présentation de la session plénière fut donnée par Pierre van Hedel, Directeur Général de la Fondation Rabobank, portant sur une stratégie alimentaire au bénéfice de tous.

« Nous sommes tous conscients du défi que représente le fait de nourrir l'humanité en 2050, commença van Hedel. Nous devons nous demander quel rôle devrait être joué par les petits agriculteurs dans ce cadre ».

Pour la fondation Rabobank, les **coopératives, les organisations de producteurs agricoles, et le développement de solutions financières** au niveau rural peuvent jouer un rôle essentiel pour surmonter ces défis.

« Dans notre approche, nous tenons compte de facteurs tels que accès au marché, le système politique et le cadre juridique, la gouvernance interne, les niveaux de connaissance, la capacité de répliquer des modèles à grande échelle, et enfin la durabilité sur le plan global », déclara M. van Hedel.

« Ce forum a été l'occasion de faire des progrès importants. Je suis heureux de voir autant d'initiatives concrètes, et je très suis agréablement surpris par la qualité des projets de l'incubateur », conclut-t-il.

→ Panel de discussion

La session plénière s'est terminée par un débat animé qui a touché à plusieurs des grandes problématiques de l'accès au financement : la gestion du risque, la nécessité de développer davantage d'incubateurs, et **la nécessité de veiller à ce que les responsables politiques et les décideurs donnent suite à leurs engagements et leurs promesses envers le secteur agricole**. Le mot de la fin fut donné par Pierre van Hedel à propos de la gestion du risque par les banquiers: « Parfois, un banquier doit tout simplement sortir de son bureau, visiter le fermier et aller voir comment il traite sa vache. Si l'agriculteur s'y prend correctement, le banquier devrait envisager de lui fournir un prêt », déclara M. van Hedel, sous les applaudissements appuyés du public.





PRÉSENTATION SPÉCIALE: LE PROGRAMME DE TRANSFORMATION; COMMENT RÉPOSITIONNER L'AGRICULTURE EN FAVEUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU NIGÉRIA

Tony Bello, Haut Conseiller, Ministère Fédéral de l'Agriculture – Nigéria

Tony Bello a fait un exposé sur le programme de transformation de l'agriculture du Nigéria (ATA) et le repositionnement du secteur agricole en faveur de la croissance économique du pays.

La croissance des importations de produits agricoles au Nigéria s'élève actuellement à de plus de 11% par an, un rythme impossible à soutenir sur la durée. Le pays est un des plus grands importateurs mondiaux de blé (à hauteur de 11 millions de dollars par jour) et de riz (pour un montant de 6 millions de dollars par jour). Une telle dépendance envers l'importation coûteuse de denrées alimentaires constitue une forte pression à la hausse des prix et influence négativement le taux de change de la monnaie nationale.

«Le paradoxe est que le Nigeria devrait être capable de produire une grande partie des denrées qu'il est actuellement contraint d'importer », a déclaré M. Bello. « Notre vision est d'assurer la croissance du secteur agricole au Nigéria. Nous avons cessé de traiter l'agriculture comme un projet de développement, où l'on finançait des projets isolés sans jamais obtenir de résultats clairs et mesurables. Au lieu de cela, nous avons commencé à appliquer des principes économiques au secteur ».

« Nous avons commencé à intégrer la production alimentaire, le stockage, la transformation des aliments et la fabrication industrielle en les organisant par chaîne de valeur, et nous avons commencé à nous concentrer sur les filières dans lesquelles le Nigeria détient un avantage comparatif. Pour le Nigéria, l'agriculture est désormais un secteur stratégique pour la création d'emplois, l'accroissement des revenus des ménages et la sécurité alimentaire ».

Nos nouvelles politiques, institutions et structures de financement pour stimuler la croissance du secteur comprennent:

- La déréglementation du commerce des semences et des engrais
- Les réformes de marketing afin de structurer les marchés
- Des outils de financement innovants pour l'agriculture
- Une nouvelle politique-cadre pour l'investissement dans le secteur agricole

A ce jour, cette approche a bénéficié à 880.000 agriculteurs pauvres dans presque toutes les régions du pays.



CLÔTURE DU FORUM

Gita Welch, Directrice du Centre de Service Régional de Dakar, Programme de Nation Unies pour le Développement (PNUD) – Sénégal

« Nous voici arrivés au terme des travaux du Forum. Au cours des derniers jours, nous avons eu l'esprit stimulé par les nombreux échanges d'idées, mais nous sommes aussi entraînés par un nouvel élan pour agir » a déclaré Mme Welch.

« Au PNUD, nous avons été particulièrement encouragés par l'enthousiasme et le leadership dont ont fait preuve les intervenants dans ce Forum ; en particulier les jeunes agriculteurs et les entrepreneurs en devenir. La jeunesse est le plus grand espoir pour le progrès du secteur agricole en Afrique. La présence des banques et de représentants nombreux du secteur privé offre elle aussi des perspectives très encourageantes ».

Mme Welch a souligné que les grandes paroles devaient maintenant être suivies d'actions concrètes: « Il est essentiel de maintenir le cap et de réaliser les ambitions contenues dans la Déclaration de Johannesburg. À cet égard, le PNUD s'engage à continuer à jouer son rôle. Les marchés inclusifs et l'entreprise privée garantiront la fin de l'extrême pauvreté et ouvriront la voie du développement humain. Engageons-nous tous à continuer à défendre et à faciliter le développement d'une agriculture inclusive en Afrique ».

« Nous tenons à remercier nos partenaires et coorganisateur, ainsi que le peuple du Sénégal », a-t-elle conclu.

Pierre Mathijsen, Président, EMRC International – Belgique

Le Professeur Pierre Mathijsen se fit l'écho des remarques de Mme Welch sur la nécessité d'une agriculture inclusive et l'importance de l'être humain. « Ne nous concentrons pas uniquement sur les entreprises, mais aussi sur les personnes qui sont derrière ces entreprises. C'est l'être humain qui compte avant tout. Notre objectif, à travers ces conférences, est de réunir ces personnes et les entreprises, les banques, les représentants de la société civile et d'autres qui sont prêts à apporter leur contribution à la croissance du secteur agricole et du développement humain sur le continent. Et ce soutien ne doit pas uniquement venir en termes financiers, mais aussi prendre la forme de conseils et de renforcement des capacités », a-t-il conclu.

Idit Miller, Directrice Générale et vice-Présidente, EMRC International – Belgique

Idit Miller suivit le Professeur Mathijsen sur le podium. « Nous venons de vivre trois jours intenses de discussion et de débats, et voir un grand nombre de partenariats d'affaires prometteurs se nouer sous nos yeux. Mon ambition d'abord et avant tout, c'est que ces 3 jours aient permis à chacun d'entre nous de faire en sorte que le continent africain ait fait un pas de plus vers



le développement de son secteur agricole, afin que les citoyens et le monde puissent en bénéficier aujourd'hui, demain et pour les générations futures », commença-t-elle.

« Un nombre croissant d'acteurs du secteur se joignent à nous et partagent notre souhait de voir se développer une base agricole solide en Afrique. Cette année a une fois de plus confirmé cette tendance, et même dépassé nos espérances. L'année 2012 a également renforcé nos partenariats naissants avec deux organisations-clés, PanAAC et le PNUD. Le dialogue public-privé est une composante essentielle de la réussite dans notre domaine, et je tiens à féliciter l'ensemble des équipes du PNUD et PanAAC », poursuivit-elle.

« Je tiens également à faire une mention spéciale de la FAO - notre partenaire privilégié depuis nombreuses années. Sans les conseils et la confiance de la FAO, EMRC ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. La Fondation Rabobank est également un partenaire de premier plan de nos initiatives, et notre partenariat avec cette dernière pour le concours de l'incubateur de projet permet de faire ressortir ce qu'il y a de meilleur dans l'esprit d'entreprise en Afrique ».

Miller a conclu en remerciant les délégués pour leur présence et leur participation active, pour l'hospitalité du gouvernement et du peuple sénégalais, ainsi que les sponsors pour leur soutien continu à EMRC: FARA, UNIBRAIN, l'Etat de Kwara, AFRICARE, PNSA, USAID, Syngenta, Amiran Kenya, AFREXIM BANK, et CCI.

Moussa Seck, Président, PanAAC – Sénégal

Moussa Seck eut l'honneur de donner le dernier discours de clôture. « L'AgriBusiness Forum est définitivement ancré aujourd'hui sur le circuit des réunions les plus importantes de l'année en Afrique » souligna-t-il.

Seck a appelé les gouvernements à orienter les investissements vers le secteur agricole comme priorité stratégique: « Les décideurs politiques doivent comprendre que ce n'est pas juste une question de soutenir la production d'une culture particulière, mais plutôt une question de participer pleinement à l'élaboration d'une chaîne de valeur agricole pérenne. Un agriculteur ne peut rien produire sans graines, sans engrais, sans eau et sans équipement. Pour chacun de ces aspects, nous avons besoin de plus d'expertise et plus d'investissements », souligna-t-il. « L'agriculture est une chaîne de valeur, et chaque étape contribue à ajouter de la valeur ».

« Nous devons aussi nous rappeler que l'agriculture est beaucoup plus que juste le fait de produire de la nourriture: La culture de la terre libère du temps et des ressources: il s'agit véritablement d'un pilier de la civilisation, de la croissance économique et du développement », a ajouté M. Seck. « L'agriculture doit donc être au centre de toute stratégie de développement en Afrique, et être considérée comme un secteur stratégique, comme c'est le cas dans l'Union européenne, aux Etats-Unis, au Brésil et toutes les autres nations agricoles et développées », conclut-il sous les applaudissements du public.





Les participants de FARA/UniBRAIN vous remercient pour cet événement très réussi. L'expérience des incubateurs de trois minutes a très bien fonctionnée et a suscité beaucoup de commentaires pertinents et de nouvelles collaborations.

Maintenant que nous savons que nos incubateurs fonctionnent bien nous comptons faire encore mieux la prochaine fois.

Grâce à l'expérience acquise à Johannesburg UniBRAIN et l'Agribusiness Incubation Consortia ont eu des rencontres d'affaires B2B très fructueuses.

Nous remercions Idit et toute l'équipe EMRC.



Ralph van Kaufmann





Je voudrais tout d'abord encourager tous ceux qui travaillent dans les affaires à participer au Concours de L'Incubateur de Projet EMRC-Rabobank. Car cette compétition, s'adresse à tout le monde, les juges sont libres et équitables, et au final vous obtenez ce que vous méritez.

Kobusingyehed Lovin
Kati Farms Uganda



En collaboration avec :



Rabobank

Partenaires organisations :

